



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 5 AVRIL 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 5th, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de represse.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (liste of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

"A. Breton, Cie Ltée."

Avis est donné que'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-sept février 1947, constituant en corporation: Émile Boiteau, Pierre-Paul Turgeon, notaires, André Breton, licencié en sciences commerciales, Henri Laperrière, gérant de Caisse Populaire, Gérard Dery, comptable, tous de Québec dans le district de Québec, pour les objets suivants:

Le commerce en gros et en détail de tous produits alimentaires et provisions de la ferme ou pour la ferme; la fabrication, la transformation la préparation ou le mélange des produits ou sous-produits des grains et spécialement, mais sans restreindre les pouvoirs ci-après mentionnés, les "moulées balancées", les rations pour animaux, les engrais chimiques, les graines de semences, la farine, le gruau, sous le nom de "A Breton, Cie Ltée."

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de vingt mille dollars

Letters Patent

"A. Breton, Cie Ltée."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1947, incorporating: Émile Boiteau, Pierre-Paul Turgeon, notaries, André Breton, Bachelor of Commercial Science, Henri Laperrière, manager of Caisse Populaire, Gérard Dery, accountant, all of Québec, district of Québec, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in foodstuffs, farm products and provisions for the farm; to manufacture, transform, prepare or mix any products or by-products of grain and in particular but without restricting the powers hereinafter mentioned, balanced rations, feed for animals, chemical fertilizer, seed grain, flour, meal, under the name of "A. Breton, Cie Ltée".

The part of capital stock to be issued as preferred shares is twenty thousand dollars (\$20,000)

(\$20,000) divisée en quatre cents actions (400) de cinquante dollars (\$50) chacune;

Le nombre des actions sans valeur au pair ou nominale se chiffrera à mille six cent (1600) et le prix en sera fixé par les directeurs;

La compagnie commencera ses opérations avec un capital-actions de dix mille dollars (\$10,000).

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Québec, Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février, 1947.

L'Assistant-procureur général,
18455-o L. DÉSILETS.

divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50) each.

The number of shares without par or nominal value amount to sixteen hundred (1600) and the price of same will be fixed by the directors;

The company will commence its operations with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000).

The number of shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Québec, Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18455 Deputy Attorney General.

"Buanderie des Laurentides Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février, 1947, constituant en corporation: Paul Leblanc, avocat, de la cité d'Outremont, Jean Fillion, avocat, de la ville Mont-Royal, Jeanne-Françoise Raymond, sténographe, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de buandiers suivant toutes espèces de procédés de lavage en usage et exercer le commerce d'entrepotage, sous le nom de "Buanderie des Laurentides Limitée".

Le montant du capital-actions de la Compagnie est de cent mille dollars (\$100,000) divisé en cinq cents (500) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune, et cinq cents (500) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Adèle-en-Haut, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février, 1947.

L'Assistant-procureur général,
18456-o L. DÉSILETS.

"Buanderie des Laurentides Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1947, incorporating: Paul Leblanc, advocate, of the city of Outremont, Jean Fillion, advocate, of the town of Mont-Royal, Jeanne-Françoise Raymond, stenographer, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the laundry business according to all the special washing processes in use and to carry on the warehousing business, under the name of "Buanderie des Laurentides Limitée".

The capital stock of the company will be one hundred thousand dollars (\$100,000) divided into five hundred (500) preferred shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each, and five hundred (500) common shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Sainte-Adèle-en-Haut, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18456 Deputy Attorney General.

D'Orsay Jewellery Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1947, constituant en corporation: Georges Lavigne, bijoutier, Jules Bédard, vendeur, Edmour-J. Harvey, comptable (A.P.A.), Eugène Lavigne comptable (A. P. A.), et Louis-Philippe Lainesse, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gros, en vendant principalement sur échantillons, et aussi le commerce de détail, de bijouterie, cadeaux, objets d'art, bibelots, nouveautés, menus articles (Smallware, notions), sous le nom de "D'Orsay Jewellery Limited", avec un capital de \$75,000, divisé en 7,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février, 1947.

L'Assistant-procureur général,
18457-o L. DÉSILETS.

D'Orsay Jewellery Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1947, incorporating: Georges Lavigne, jeweller, Jules Bédard, salesman, Edmour J. Harvey, accountant, (A.P.A.), Eugène Lavigne, accountant, (A.P.A.) and Louis-Philippe Lainesse, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a wholesale business, for selling, mainly on samples, and also a retail business in jewellery, gifts, works of art, knickknacks, novelties, smallware, notions, under the name of "D'Orsay Jewellery Limited", with a capital stock of \$75,000, divided into 7500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18457 Deputy Attorney General.

Excelsior Plastics Manufacturing Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

Excelsior Plastics Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un février 1947, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard Diamond et Bernard S. Mergler, avocats, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et, en général, négocier et faire le commerce de meubles, accessoires d'étalage, accessoires pour magasins, bureaux et usines, jouets, bijouterie, nouveautés et bibelots et marchandises s'y rapportant faits de différentes matières ou mélange de matières, comprenant le plastique, la lucite, le "plexi-glass" et la résine "géon", sous le nom de "Excelsior Plastics Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1947.

L'Assistant-procureur général,

18458

L. DÉSILETS.

H. Nelson & Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept février 1947, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, et Yvonne Bélanger, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce général en gros ou en détail ou comme mandants, agents ou entrepreneurs de blouses, jupes, vêtements de sport, manteaux, costumes, robes, vêtements de toute description quelconque pour dames et d'habits et de vêtements de toutes sortes pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "H. Nelson & Company", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1947.

18459

L. DÉSILETS.

"L'Assistance Maternelle"

(Section de la Paroisse St-Jean Vianney de Coteau-Rouge)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf février 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Dame Antoinette Bergeron, épouse commune en biens de Alfred Cousineau, Dame Rose Fournier, épouse commune en biens de Alphonse Levasseur, Dame Simone Beaupré, épouse séparée de biens de Laurent Granger, toutes dûment autorisées par leur mari respectif, toutes de Coteau-Rouge, district de Montréal, pour les objets suivants:

Venir en aide aux mères et aux bébés nécessiteux dont le domicile est dans la paroisse de St-Jean Vianney de Coteau-Rouge, sous le nom de "L'Assistance Maternelle (Section de la Paroisse St-Jean Vianney de Coteau-Rouge)"

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de Trois mille dollars (\$3,000).

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1947, incorporating: Louis Orenstein, Bernard Diamond and Bernard S. Mergler, advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and generally deal in and with furniture, display fixtures, store, office and factory equipment, toys, jewellery, novelties and notions and merchandise incidental thereto, made of different materials or combination of materials including plastic, lucite, plexi-glass and geon resin, under the name of "Excelsior Plastics Manufacturing Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

18458-o

Deputy Attorney General.

H. Nelson & Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1947, incorporating: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, Advocates, and Yvonne Bélanger, fille majeure, Secretary, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export and deal generally both at wholesale or retail or as principal, agents or contractors in blouses, skirts, sportswear, cloaks, suits, gowns, ladies' wear of any description whatsoever, and men's, women's and children's clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "H. Nelson & Company", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

18459-o

Deputy Attorney General.

"L'Assistance Maternelle"

(Section de la Paroisse St-Jean Vianney de Coteau-Rouge)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Dame Antoinette Bergeron, wife common as to property of Alfred Cousineau, Dame Rose Fournier, wife common as to property of Alphonse Levasseur, Dame Simone Beaupré, wife common as to property of Laurent Granger, all duly authorized by their respective husband, all of Coteau-Rouge, district of Montreal, for the following purposes:

To assist needy mothers and babies domiciled in the parish of St-Jean Vianney de Coteau-Rouge, under the name of "L'Assistance Maternelle (Section de la Paroisse St-Jean Vianney de Coteau-Rouge)".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is three thousand dollars (\$3,000).

Le siège social de la corporation sera à Coteau-Rouge, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18460 L. DÉSILETS.

Le Patronage de Jonquière

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1947, constituant en corporation sans capital-actions: M. le chanoine Luc Morin, vicaire forain et curé de la paroisse Saint-Dominique, Dr Antoine Lapointe, médecin-chirurgien, Gérard Gauthier, Adrien Gagnon, négociants, James Brown, notaire, Toussaint McNicoll, avocat, tous de Jonquière, district de Chicoutimi, le révérend Père Jacques, des Pères de Saint-Vincent de Paul, supérieur de cette communauté, des cité et district de Québec, tous pour les objets suivants:

Ériger le plus tôt possible à même des sommes perçues par contributions bénévoles, dons, emprunts, octrois et tous autres moyens légaux et légitimes un ou des édifices ou constructions requis ou nécessaires ou jugés comme tels devant servir à une œuvre communément appelée patronage pour s'occuper de l'éducation morale de la jeunesse ou de toutes autres personnes, sous le nom de "Le Patronage de Jonquière".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$350,000.

Le siège social de la corporation sera à Jonquière, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18461-o L. DÉSILETS.

Les Industries Tourelle Ltée "Tourelle Industries Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un février 1947, constituant en corporation: Charlotte Maheux, sténographe, Gabrielle Blanchet, toutes deux filles majeures, et Germain Boucher, ingénieur forestier, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, exporter, importer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de papier, matériaux en papier, pulpe, bois à pulpe, bois de sciage et de construction et des produits et sous-produits du bois, de la pulpe et du papier;

Faire et exécuter des contrats comme entrepreneurs généraux pour la construction, l'érection, réparation, modification, maintien et/ou opération de travaux publics et privés de toute nature ou genre quelconque, sous le nom de "Les Industries Tourelle Ltée — Tourelle Industries Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-des-Monts, district de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18462 L. DÉSILETS.

The head office of the corporation will be at Coteau-Rouge, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18460 Deputy Attorney General.

Le Patronage de Jonquière

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Canon Luc Morin, "vicaire forain", and parish-priest of the parish of Saint-Dominique, Dr. Antoine Lapointe, physician, surgeon, Gérard Gauthier, Adrien Gagnon, merchants, James Brown, notary, Toussaint McNicoll, advocate, all of Jonquière, district of Chicoutimi, Reverend Father Jacques, of the "Pères de Saint-Vincent de Paul", superior of the said community, of the city and district of Quebec, all for the following purposes:

To erect, as soon as possible, out of the money collected by benevolent contributions, gifts, loans, grants and any other lawful and legitimate means, one or several of the buildings or constructions required or necessary, or deemed to be such, to be used for institutions commonly known as "Homes", intended for the moral education of youth, or of any other persons, under the name of "Le Patronage de Jonquière".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$350,000.

The head office of the corporation will be at Jonquière, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18461 Deputy Attorney General.

Les Industries Tourelle Ltée "Tourelle Industries Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1947, incorporating: Charlotte Maheux, stenographer, Gabrielle Blanchet, both spinsters, and Germain Boucher, forestry engineer, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, export, import, purchase, sell and otherwise deal in paper, paper materials, pulp, pulpwood, saw-logs and lumber and the products and by-products of wood, pulp and paper;

To enter into and carry out contracts as general contractors for the construction, erection, repair, alteration, maintenance and/or operating of public and private works of every kind or sort whatsoever, under the name of "Les Industries Tourelle Ltée — Tourelle Industries Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Anne-des-Monts, district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18462 Deputy Attorney General.

"Ligneris Goldfields Ltd."
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze février 1947, constituant en corporation: Brian Winslow Newkirk, courtier, Eric Cradock, courtier, tous deux de la cité de Toronto, province d'Ontario, John McGlinchey Home, avocat et conseil en loi du Roi, William Edwin Learned, banquier, démissionnaire, et Helen Hague, secrétaire, fille majeure, les trois derniers des cité et district de Montréal, tous pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Ligneris Goldfields Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Que les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze février 1947.

L'Asistant-procureur général,
18463 L. DÉSILETS.

"L. P. Pelletier, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit février 1947, constituant en corporation: Louis-Philippe Pelletier, négociant, Dame Elisa Pelletier Pelletier, épouse contractuellement séparée de biens de Louis-Philippe Pelletier, et Jeanne d'Arc Pelletier, commis, tous de Sainte-Anne-des-Monts, district de Gaspé, pour les objets suivants:

Acheter, vendre en gros et en détail, et autrement exercer le commerce de meubles, machines, épicerie de toutes descriptions, viandes, ferronneries, quincailleries, poêles, ferblantiers bimbeloteries, provisions, marchandises sèches, fruits et légumes, liqueurs, confiseries, lingeries, literies, instruments aratoires, produits agricoles plomberies, marchandises brevetées, matériaux de construction, peintures, huiles, gazolines, confections pour dames, hommes et enfants, lingeries, fourrures, produits de beauté, et exercer un commerce général d'importation et d'exportation en gros et en détail, comme principal, agent, courtier, marchand à commission en rapport avec le commerce de la compagnie, sous le nom de "L. P. Pelletier, Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-des-Monts, district de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit février 1947.

L'Assistent-procureur général,
18464-o L. DÉSILETS,

"Ligneris Goldfields Ltd."
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1947, incorporating: Brian Winslow Newkirk, broker, Eric Cradock, broker, both of the City of Toronto, Province of Ontario, John McGlinchey Home, advocate and King's Counsel, William Edwin Learned, retired banker, and Helen Hague, secretary, spinster, the three latter of the City and District of Montreal, all for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Ligneris Goldfields Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000, divided into 3,500,000 common shares of \$1 each.

That the shareholder of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18463-o Deputy Attorney General.

"L. P. Pelletier, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1947, incorporating: Louis Philippe Pelletier, merchant, Dame Elisa Pelletier Pelletier, wife separate as to property by marriage contract of Louis-Philippe Pelletier, and Jeanne-d'Arc Pelletier, clerk, all of Sainte-Anne-des-Monts, district of Gaspé, for the following purposes:

To buy, sell, wholesale and retail, and otherwise deal in furniture, machinery, groceries of every description, meats, ironware, hardware, stoves, tinware, novelties, provisions, dry-goods, fruit and vegetables, soft drinks, confectionery, clothing, bedding, farm implements, farm products, plumbing supplies, patent merchandise, building requisites, paint, oil, gasoline, ready-made clothing for men, women and children, lingerie, furs, beauty products, and to carry on a general importing and exporting business, wholesale and retail, as principal, agent, broker, commission merchant in connection with the company's business, under the name of "L. P. Pelletier, Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Anne-des-Monts, district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18464 Deputy Attorney General.

"Montreal Draperies Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix février 1947, constituant en corporation: Hyman Barkun, marchand, Celia Cohen, secrétaire, fille majeure, et Susan Charness, teneuse de livres, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de détaillants et marchands en gros de toutes sortes de draperies, robes, vêtements, vêtements de sport et autres habits de toute description, de textiles, produits textiles, nouveautés et tous articles faits de textiles, tissus, caoutchouc, bois, verre, aluminium ou métal; manufacturer, produire, acquérir, acheter, détenir, importer, vendre, exporter ou autrement disposer de toutes sortes de draperies, robes, vêtements, vêtements de sport et autres habits de toute description, des textiles, produits textiles, nouveautés et tous articles faits de textiles, tissus, caoutchouc, bois, verre, aluminium ou métal, sous le nom de "Montreal Draperies Inc."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$40,000 divisé en 400 actions dont 200 seront des actions privilégiées ayant une valeur au pair de \$100 chacune et le reste sera composé de 200 actions ordinaires ayant une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix février 1947.

L'Assistant-procureur général,

18465

L. DÉSILETS.

"Montreal Draperies Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1947, incorporating: Hyman Barkun, merchant, Celia Cohen, secretary, spinster, and Susan Charness, bookkeeper, spinster, all of the City and the District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of retailers and wholesalers of all kinds of draperies, dresses, garments, sportswear and other clothing of every description, textiles, textile products, novelties and all articles made out of textiles, fabrics, rubber, wood, glass, aluminium or metal; to manufacture, produce, acquire, purchase, hold, import, sell, export or otherwise dispose of all kinds of draperies, dresses, garments, sportswear and other clothing of every description, textiles, textile products, novelties, and all articles made out of textiles, fabrics, rubber, wood, glass, aluminium or metal, under the name of "Montreal Draperies Inc."

The amount of the capital stock of the Company is to be \$40,000, divided into 400 shares, of which 200 shall be preferred shares having a par value of \$100 each, and the balance shall be 200 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

18465-o

Deputy Attorney General.

"North America Continental Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf février, 1947, constituant en corporation: Armand Chevette et Marcel Lafontaine, avocats, et George-D. St-Jacques, architecte, tous trois des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, remiser tous produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, pierre, poterie et tous les sous-produits d'iceux, et importer, exporter, acheter, vendre, remiser des merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de "North America Continental Company Limited", avec un capital de cinquante mille dollars (\$50,000) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février, 1947.

L'Assistant-procureur général,

18466-o

L. DÉSILETS.

"North America Continental Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1947, incorporating: Armand Chevette and Marcel Lafontaine, advocates, and George D. St. Jacques, architect, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, buy, sell, store any products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass, stone, pottery and any of their by-products, and to import, export, buy, sell, store dry-goods, foodstuffs, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books, periodicals, paintings, works of art, chemical products, products of the soil, the sea and the forest, beauty products, toilet requisites and perfume, under the name of "North America Continental Company Limited", with a capital stock of fifty thousand dollars (50,000), divided into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

18466

Deputy Attorney General.

"O. Prévost Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1947, constituant en corporation: Ubald Désilets, avocat, Juliette Turcotte, Annette Giguère, sténographes, tous trois de la Cité de Québec, district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer, en gros et en détail, l'industrie, le commerce et le négoce de manufacturier, fabricant, marchand, acheteur, vendeur, importateur, exportateur, entreposeur, à titre de principal, de fondé de pouvoirs, d'agent, de courtier, de facteur, de distributeur, de représentant, les biens, effets, articles et produits suivants:

Tabacs en feuille;

Tabacs de toute nature et ses sous-produits et dérivés, cigares, cigarettes, pipes, articles de fumeurs en général, et les choses qui sont communément utilisées en rapport avec ceux, ainsi que tous articles se vendant ordinairement dans les tabagies;

Procéder à la culture et à la préparation sous toutes ses formes, à la transformation et à la vente du tabac et de tous produits agricoles, sous le nom de "O. Prévost Limitée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1000 actions ordinaires de \$100 dollars chacune;

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20);

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Charles-de-Bellechasse, district de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18467-o

L. DÉSILETS.

"O. Prévost Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1947, incorporating: Ubald Désilets, advocate, Juliette Turcotte, Annette Giguère, stenographers, all three of the city of Quebec, district of Quebec, for the following purposes:

To carry on, wholesale and retail, the business and industry of manufacturer, maker, merchant buyer, seller, importer, exporter, warehouseman, as principal, proxy, agent, broker, factor, distributor, representative of the following goods, wares, articles and products:

Leaf tobacco;

Tobacco of all kinds and the by-products and derivatives thereof, cigars, cigarettes, pipes, smokers' supplies in general, and things commonly used in connection therewith, and also any articles usually sold in tobacco stores;

To carry on the growing and treating under all forms, and the transformation and sale of tobacco and of all farm products, under the name of "O. Prévost Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1000 common shares of \$100 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty (20);

The head office of the company will be at Saint-Charles-de-Bellechasse, district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18467

Deputy Attorney General.

"Paramount Mining Corporation Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1947, constituant en corporation: Germaine Bazinet, Isabelle Lemay et Pauline Cabana, sténographes, filles majeures, toutes des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Paramount Mining Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Le nombre des directeurs sera fixé à cinq (5).

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1947.

L'Assistant-procureur général,

18468

L. DÉSILETS.

"Paramount Mining Corporation Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1947, incorporating: Germaine Bazinet, Isabelle Lemay and Pauline Cabana, stenographers, spinners, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Paramount Mining Corporation Limited (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The number of directors shall be fixed at five (5).

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

18468-o

Deputy Attorney General.

Pasteur Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt février 1947, constituant en corporation: Marcel Bélanger, avocat, Marc Courtois et Adjutor Sirois, bouchers, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

S'engager dans toutes entreprises mercantiles ou manufacturières concernant les produits laitiers, plus particulièrement et sans limiter la généralité des termes ci-dessus, de produire, fabriquer, fabriquer, acheter, vendre, distribuer, faire le commerce et disposer des produits de la laiterie et de la ferme, sous le nom de "Pasteur Incorporée", avec un capital de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt février 1947.

L'Assistant-procureur général,

18469-o

L. DÉSILETS.

Pasteur Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1947, incorporating: Marcel Bélanger, advocate, Marc Courtois and Adjutor Sirois, butchers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To engage in any mercantile or manufacturing operations, in connection with dairy products, more particularly and without any limitation as to the general terms of the foregoing, to produce, manufacture, make, buy, sell, distribute, deal in and dispose of dairy and farm products, under the name of "Pasteur Incorporée", with a capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Radiant Heating Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq février 1947, constituant en corporation: Sidney Becker, ingénieur, Manuel A. Mendell, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Alice Axelrod, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de dessinateurs, manufacturiers, entrepreneurs, négociants, marchands, en gros et en détail, de systèmes de chauffage par irradiation, bouilloires, systèmes de chauffage à combustible ou autres, systèmes de refroidissement par irradiation et les accessoires se rapportant au chauffage, au refroidissement, à la ventilation et à la climatisation d'édifices, sous le nom de "Radiant Heating Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en deux mille actions ordinaires de dix dollars chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1947.

L'Assistant-procureur général,

18470

L. DÉSILETS,

Radiant Heating Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1947, incorporating: Sidney Becker, engineer, Manuel A. Mendell, Advocate, both of the City of Montreal, Alice Axelrod, Secretary, Spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of designers, manufacturers, contractors, jobbers, dealers, both wholesale and retail of radiant heating systems, boilers, fuel burning and other heating equipment, radiant cooling systems and equipment pertaining to the heating, cooling, ventilating and air conditioning of buildings, under the name of "Radiant Heating Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into two thousand common shares of ten dollars each.

The number of shareholders is limited to twenty.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Rema Refrigeration Mart Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un février 1947, constituant en corporation: Mortimer Ross Rubenstein, avocat, de la cité de Westmount, Albert Ernest Martin, président, de la cité de Westmount, Guy Forget, gérant de ventes, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, prendre à bail, louer et exploiter aucun et tous appareils ou machinerie pour la fabrication, la production, l'emmagasinage, l'accumulation, la transmission ou la distribution d'aucun et tous genres d'énergie électrique et d'appareils électriques de réfri-

Rema Refrigeration Mart Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1947, incorporating: Mortimer Ross Rubenstein, Advocate of the City of Westmount, Albert Ernest Martin, President, of the City of Westmount, Guy Forget, Sales Manager of the City of Montreal, all of the District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, lease, let, and operate any and all apparatus or machinery for the manufacture, generation, storage, accumulation, transmission or distribution of any and types of electric current and electrical refrigeration, commercial or domestic, air conditioning,

gération, commerciaux ou domestiques, appareils de climatisation, outillage servant à produire la réfrigération, appareils de réfrigération de toute dimension ou genre et de toute nature ou sorte quelconque pour la marine, l'aviation et le transport et l'aménagement, le transport et la livraison d'iceux et toutes sortes de machinerie, appareils, appareils de maison ou accessoires électriques, sous le nom de "Rema Refrigeration Mart Ltd.", avec un capital de \$75,000, divisé en 7,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18471 L. DÉSILETS.

"Roméo Gauvin, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit février 1947, constituant en corporation: Jean-Émilien Audet, industriel, Roméo Gauvin, tailleur, et Dame Gilberte B. Gauvin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Roméo Gauvin, et dûment autorisée par son époux, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand de fourrures en gros et en détail, sous le nom de "Roméo Gauvin, Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100, chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18472-o L. DÉSILETS.

R & R Clothing Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept février 1947, constituant en corporation: Louie Rubenovitch, manufacturier, H. Irving Rubenovitch, manufacturier, Samuel B. Rubenovitch, manufacturier, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, entrepreneurs, marchands en gros et marchands de toutes sortes d'habits, produits textiles et vêtements, sous le nom de "R. & R Clothing Co.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jacques, comté de Montcalm, district de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18473 L. DÉSILETS.

"Sheffield Steel Blade Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit février 1947, constituant en corporation: Philip Meyerovitch,

processing refrigeration equipment, marine, aviation and transportation refrigeration of any size or type of any nature or kind whatsoever, and installation, transportation, and delivery of same and all manner of electric machinery, apparatus, household appliances or supplies, under the name of "Rema Refrigeration Mart Ltd.", with a capital stock of \$75,000 divided into 7,500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at the City and the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18471-o Deputy Attorney General.

"Roméo Gauvin, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1947, incorporating: Jean-Émilien Audet, manufacturer, Roméo Gauvin, tailor, and Dame Gilberte B. Gauvin, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Roméo Gauvin, and duly authorized by her husband, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as furrier, both wholesale and retail, under the name of "Roméo Gauvin, Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18472 Deputy Attorney General.

R & R Clothing Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1947, incorporating: Louie Rubenovitch, manufacturer, H. Irving Rubenovitch, manufacturer, Samuel B. Rubenovitch, manufacturer, all of the City and the District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, contractors, wholesalers and dealers in all kinds of clothing, textiles and wearing apparel, under the name of "R. & R. Clothing Co.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St. Jacques, Montcalm County, District of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18473-o Deputy Attorney General.

"Sheffield Steel Blade Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1947, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and

C. R., Harry Batshaw, C. R., et Louis-Feigenbaum, tous avocats, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de négociants, marchands en gros, détaillants, manufacturiers, exportateurs et importateurs et acheter, vendre et faire le commerce de cotonnades, produits textiles, soieries et lainages, menus objets, vêtements, brevets, breuvages non-alcooliques, bronze et métaux, produits chimiques, produits alimentaires, marchandises sèches, appareils électriques, produits de la ferme, combustible, épicerie, ferronnerie, coutellerie, fer, charbon et acier, bois de construction, moteurs, allumettes, nouveautés, chaussures, savon, tabac et articles de fumeurs et de marchandises dans lesquelles le bois ou le métal ou le plastique forme une partie constituante, sous le nom de "Sheffield Steel Blade Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit février 1947.

L'Assistant-procureur général,

18474

L. DESILETS,

Louis Feigenbaum, all advocates, of the City of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of jobber, wholesaler, retailer, manufacturer, exporter and importer, and to buy, sell and deal in cottons, textiles, silks and woollens, small wares, clothing, patents, non-alcoholic beverages, brass and metals, chemicals, food products, dry goods, electrical apparatus, farm products, fuel, groceries, hardware, cutlery, iron, coal and steel, lumber, motors, matches, novelties, shoes, soap, tobacco and smoker's supplies, and merchandises wherein wood or metal or plastics form component parts, under the name of "Sheffield Steel Blade Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of the par value of \$100 each, and 250 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1947.

L. DESILETS,

18474-o

Deputy Attorney General.

"Tannerie Daigle Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un février 1947, constituant en corporation: Joseph Daigle, Lorenzo Daigle, Albert Daigle, Tanneurs, tous trois de la Cité de Québec, dans le district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de corroyage et de tannage pour la préparation des peaux et des fourrures de toutes espèces. De transformer des cuirs et des fourrures en marchandises et en articles de toutes variétés;

Acquérir, détenir, acheter, vendre, négocier et traiter par tous procédés les peaux vertes et cuirs; et exercer le commerce qui consiste à traiter par tous procédés, manufacturer et négocier, exporter et importer des peaux vertes, peaux, cuirs et autres articles semblables; sous le nom de "Tannerie Daigle Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en quatre cents actions de \$100 dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1947.

L'Assistant-procureur général,

18475-o

L. DESILETS,

"Tannerie Daigle Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1947, incorporating: Joseph Daigle, Lorenzo Daigle, Albert Daigle, tanners, all three of the city of Quebec, district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the currying and tanning trade for the preparation of pelts and furs of all kinds. To transform leather and fur into merchandises and articles of every variety;

To acquire, hold, buy, sell, trade, in and dress, by every process, raw hides and leather; and to carry on the business which consists in dressing by every process, manufacturing and dealing in, exporting and importing raw hides, pelts, leather and other similar goods, under the name of "Tannerie Daigle Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into four hundred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1947.

L. DESILETS,

18475

Deputy Attorney General.

"The Caledonia Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze février 1947, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, avocat et conseil en loi du Roi, Cyril E. Schwisberg, avocat, et Ethel E. Schwisberg, secrétaire, fille majeure, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer le commerce d'exportateurs et importateurs, acheteurs résidents, courtiers à commission et agents d'expédition et acheteurs et vendeurs, en gros et en détail,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1947, incorporating: Samuel E. Schwisberg, advocate and King's Counsel, Cyril E. Schwisberg, advocate, and Ethel E. Schwisberg, secretary, spinster, all of the City of Outremont, District of Montreal, for the following purposes;

To engage in and carry on the business of exporters and importers, resident buyers, commission brokers and forwarding agents and buyers and sellers, wholesale and retail, of all manner

"The Caledonia Co. Ltd."

de tous genres et sortes de produits de la mer, de la ferme et de la forêt; papier et produits en papier; cotonnades, lainages, soieries et tissus en rayon; marchandises en pièces et fils; marchandises sèches et chaussures; articles en métal, minéraux, cuir, verre et plastique, et, en particulier, des préparations et produits chimiques, sous le nom de "The Caledonia Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 par action et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 par action.

Le nombre des actionnaires sera limité à dix (10).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze février 1947.

L'Assistant-procureur général.

18476

L. DÉSILETS.

and types of products of the sea, farm and forest; paper and paper products; cotton, woollen, silk and rayon fabrics; piece goods and yarns; dry goods and footwear; articles of metal, mineral, leather, glass and plastics, with particular emphasis in chemicals and chemical products, under the name of "The Caledonia Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common of a par value of \$100 per share and 300 preferred shares of a par value of \$100 per share.

The number of shareholders shall be limited to ten (10).

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Vitrerie Roy Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deux février, 1947, constituant en corporation: Thérèse Sirois, secrétaire, de Lauzon, Gilles de Billy, avocat, de Lévis, et Pierrette Gauvin, secrétaire, de Cap-Rouge, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce en gros et en détail de verre verrerie, verroterie, verrières, vitre, vaisselle, porcelaine, miroirs et autres produits de ce genre, de peintures et d'huiles, sous le nom de "Vitrerie Roy Limitée", avec un capital de \$35,000, divisé en 350 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février, 1947.

L'Assistant-procureur général.

18477-o

L. DÉSILETS.

"Vitrerie Roy Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1947, incorporating: Thérèse Sirois, secretary, of Lauzon, Gilles de Billy, advocate, of Lévis, and Pierrette Gauvin, secretary, of Cap-Rouge, all of the district of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture, import, export and deal wholesale and retail in glass, glassware, fancy glassware, window panes, plate glass, crockery, porcelain, mirrors and other products of a like nature, paint and oils, under the name of "Vitrerie Roy Limitée", with a capital stock of \$35,000, divided into 350 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Walsh Advertising Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf février 1947, constituant en corporation: John Bumbray, C. R., Lovell Caverhill Carroll, C. R., James Collyer, gérant de publicité, tous de la cité de Montréal, Léo Cox, gérant de publicité, de Mont-Royal, et Denise Picard, secrétaire, de Bellevue, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'annonces et de publicité dans toutes ses spécialités et dans toutes les activités s'y rapportant, sous le nom de "Walsh Advertising Inc."

Le capital de la compagnie sera composé de 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 5,000 actions ordinaires sans aucune valeur nominale ou au pair;

Le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce sera de \$27,500.

Le siège social de la compagnie sera à 1448 rue Peel, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février 1947.

L'Assistant-procureur général.

18478

L. DÉSILETS.

"Walsh Advertising Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1947, incorporating: John Bumbray, K.C., Lovell Caverhill Carroll, K.C., James Collyer, advertising manager, all of the City of Montreal, Leo Cox, advertising manager, of Mount Royal, and Denise Picard, secretary, of Bellevue, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general advertising and publicity business in all its branches and all related activities, under the name of "Walsh Advertising Inc."

The capital stock of the company shall be 250 preference shares of the par value of \$100 each and 5,000 common shares without any nominal or par value;

The amount of capital with which the company will carry on business shall be \$27,500.

The head office of the Company will be at 1448 Peel Street, Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS.

Deputy Attorney General.

"Woodland Garage Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt et un février, 1947, constituant en corporation: Henri Roy, garagiste, de la cité de Verdun, Jean-Paul Lavallée, avocat, et Andrée Patenaude, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous dans le district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce et l'industrie de garagiste et exploiter sous toutes ses formes la location d'automobiles (drive yourself) ou de tous autres véhicules pouvant servir au transport de personnes ou de marchandises, sous le nom de "Woodland Garage Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000, actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un février, 1947.

L'Assistant-procureur général.

18479-o

L. DÉSILETS.

"Woodland Garage Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1947, incorporating: Henri Roy, garage-keeper, of the city of Verdun, Jean-Paul Lavallée, advocate, and André Patenaude, stenographer, both of the city of Montreal, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all lines of same the business and industry of garage-keeper and that of leasing "drive yourself" cars or any other vehicles used for the transportation of persons or merchandise, under the name of "Woodland Garage Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Verdun, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

18479

Deputy Attorney General.

"Yale Textiles Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf février 1947, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier et autrement faire le commerce, acheter et autrement acquérir, vendre et autrement disposer, manufacturer et autrement produire, exporter, importer et distribuer, soit comme mandants ou agents et à commission, par consignation ou autrement: des produits textiles, lainages, filés, rayons, plastiques, fibre, verre, draperies, velours, et, en général, des étoffes et tissus d'aucune sorte et description, des habits, vêtements de sport, chaussures, articles de mode, vêtements, imperméables et articles à l'épreuve de l'eau de toute sorte, accessoires, gants, mitaines, ceintures, bretelles, articles en cuir, rideaux, articles de toilette, fourrures, tapis, meubles, appareils de maison, marchandises sèches et menus objets, et agir comme drapiers, rembourreurs, décorateurs d'intérieur, costumiers, tailleurs, pelletiers et gantiers, sous le nom de "Yale Textiles Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie n'excède pas vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février 1947.

L'Assistant-procureur général,

18480

L. DÉSILETS.

"Yale Textiles Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1947, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To trade and otherwise deal in, buy and otherwise acquire, sell and otherwise dispose of, manufacture and otherwise produce, export, import and distribute, either as principals or agents, and upon commission, consignment or otherwise: textiles, woollens, tweeds, rayons, plastics, fibre, glass, draperies, velours, and generally cloth and fabrics of every kind and description, clothing sportwear, footwear, millinery, wearing apparel, rainwear and waterproof goods of every accessories, gloves, mitts, belts, suspenders, leather goods, curtains, toilet articles, furs, rugs, furniture, household appliances, dry goods and smallwares, and to act as drapers, upholsterers, interior decorators, costumers, tailors, furriers and glovers, under the name of "Yale Textiles Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The shareholders of the company do not exceed twenty in number.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

18480-o

Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 251272. Lily Goldstein, des cité et district de Montréal, épouse de Sydney Rubin, du même lieu, demanderesse, vs

Actions for Separation as to Property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 251272. Lily Goldstein, of the City and district of Montreal, wife of Sydney Rubin, of the same place, plaintiff. vs Sydney

Sydney Rubin, marchand, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 13 mars 1947.

Montréal, 14 mars 1947.

Le Procureur de la demanderesse,
18481 JACK RUDNER.

Rubin, merchant, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this matter on the 13th day of March, 1947.

Montreal, March 14th, 1947.

18481-o JACK RUDNER,
Attorney for Plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Beauce, cour supérieure, No. 19,596. Dame Lucienne Poulin, épouse commune en biens de Victor Talbot, commis, de St-Georges de Beauce, demanderesse, vs ledit Victor Talbot, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29 mars 1947.

St-Joseph de Beauce, 29 mars 1947.

Le Procureur de la demanderesse,
18489-o ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 19,596. Dame Lucienne Poulin, wife common as to property of Victor Talbot, clerk, of St-Georges de Beauce, plaintiff; vs the said Victor Talbot, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on March 29, 1947.

St. Joseph de Beauce, March 29, 1947.

18489 ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for the plaintiff.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 545

Québec, le 27 mars 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse, dans la région de St-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 2683 du 9 octobre 1941, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 février 1947;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

Que ledit décret numéro 2683 soit modifié de la façon suivante:

1° A l'article I. *Jurisdiction territoriale*:

a) Les alinéas intitulés "Zone V", "Zone VI" et "Zone VII" sont remplacés par les suivants:

"Zone V. Le comté de Rouville et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, à l'exclusion du territoire compris dans les Zones VI et X.

Zone VI. Le comté de St-Hyacinthe et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, à l'exclusion du territoire compris dans les zones V et X. La ville de St-Ours, la municipalité de St-Antoine-sur-Richelieu, avec un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

Zone VII. Le village de St-Cyrille-de-Wendover, la municipalité de paroisse de St-Germain-de-Grantham avec un rayon de trois (3) milles de leurs limites."

Order in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 545

Quebec, March 27, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe, rendered obligatory by the decree number 2683, of October 9, 1941, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 8, 1947;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2683, be amended as follows:

1. In section I, *Territorial jurisdiction*:

a) The paragraphs headed "Zone V, Zone VI and Zone VII" are replaced by the following ones:

"Zone V. The county of Rouville and the territory comprised in a radius of (5) miles from its limits, with the exception of the territory comprised in zones VI and X.

Zone VI. The county of St. Hyacinthe and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits, excluding the territory comprised in the zones V and X. The town of St. Ours, the municipality of St. Antoine-sur-Richelieu, with a radius of two (2) miles from their limits.

Zone VII. The village of St. Cyrille-de-Wendover, the parish municipality of St-Germain-de-Grantham, with a radius of three (3) miles from their limits."

b) Les alinéas suivants sont ajoutés:

"Zone IX. La ville d'Acton Vale et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites."

"Zone X. Le comté de Bagot, à l'exclusion du territoire compris dans la zone IX."

2° Au paragraphe "a" de l'article IV — Durée du travail —:

a) Les heures de travail déterminées pour les barbiers et coiffeurs pour hommes de la zone II sont remplacées par les suivantes:

"Le lundi, chômé toute la journée.

Le mardi, de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Le mercredi de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Le jeudi de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Le vendredi de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le samedi de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

La veille des fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

b) Dans la zone II, les heures de travail du lundi pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames sont modifiées comme suit:

"Le lundi, chômé toute la journée."

c) Dans la zone IV, la note ci-après est ajoutée à la suite du tableau des heures de travail des barbiers et coiffeurs pour hommes:

"Note. Quand il y a une fête chômée au cours de la semaine, les heures de travail du lundi sont de 8.00 a.m. à 8.00 p.m."

d) Dans la zone V, les heures de travail du mercredi sont modifiées comme suit:

"Le mercredi de 7.00 a.m. à 8.00 p.m."

e) Dans les zones V, VI, VII et VIII, les notes dont le texte suit, apparaissant à la suite du tableau des heures de travail dans les dites zones, sont radiées.

"Note. Le samedi et la veille des fêtes chômées, il est cependant permis de servir tous clients entrés dans l'établissement avant l'expiration de la durée des heures de travail."

f) Les alinéas suivants sont ajoutés:

"Zone IX. Les heures de travail pour les barbiers et coiffeurs pour hommes sont réparties comme suit:

Le lundi de 8.00 a.m. à midi.

Le mardi de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Le mercredi de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Le jeudi de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Le vendredi de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le samedi de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

La veille des fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

"Zone X. Les heures de travail pour les barbiers et coiffeurs pour hommes sont réparties comme suit:

Le lundi de 7.00 a.m. à 1.00 p.m.

Le mardi de 7.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le mercredi de 7.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le jeudi de 7.00 a.m. à 8.00 p.m.

Le vendredi de 7.00 a.m. à 11.00 p.m.

Le samedi de 7.00 a.m. à 11.00 p.m.

La veille des fêtes chômées de 7.00 a.m. à 11.00 p.m."

3° Les sous-paragraphe 3 et 5 du paragraphe "a" de l'article V: salaires minima des barbiers-coiffeurs, sont remplacés par les suivants:

"3. Dans la zone III, de \$21.00 par semaine plus 50% de toutes recettes brutes au-dessus de \$27.00."

"5. Dans les zones V, VI, VII, VIII, IX et X, de \$15.00 par semaine."

4° A l'article VIII, les prix minima ci-après mentionnés sont substitués à ceux apparaissant actuellement dans le décret pour chacun des services concernés.

b) The following paragraphs are added:

"Zone IX. The town of Action Vale and the territory comprised in a radius of two (2) miles from its limits."

"Zone X. The county of Bagot, excluding the territory comprised in zone IX."

2. In subsection "a" of section IV. *Duration of labour:*

a) The hours of work determined by for men's barbers and hairdressers of zone II are replaced by the following ones:

"Monday, no work performed.

Tuesday, from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday, from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Thursday, from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Friday, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Saturday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Holiday eves, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

b) In zone II, the hours of work on Monday for ladies' male and female hairdressers are amended as follows:

"Monday, no work performed."

c) In zone IV, the following proviso is added after the table of working hours of men's barbers and hairdressers:

"Proviso. When a holiday falls in any one week, the Monday of that week shall be worked from 8.00 a.m. to 8.00 p.m."

d) In zone V, the hours of work for Wednesday are amended as follows:

"Wednesday, from 7.00 a.m. to 8.00 p.m."

e) In zones V, VI, VII and VIII, the following proviso which appears after the table of working hours for the said zones is deleted:

"Note: On Saturday and holiday eves, it shall be permitted to work on customers entered into the establishment before the expiration of the duration of working hours."

f) The following paragraphs are added:

"Zone IX. The hours of labour for barbers and men's hairdressers shall be distributed as follows:

Monday, from 8.00 a.m. to midday.

Tuesday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Wednesday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Thursday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Friday, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Saturday, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Holiday eves, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

"Zone X. The hours of labour for barbers and men's hairdressers shall be distributed as follows:

Monday, from 7.00 a.m. to 1.00 p.m.

Tuesday, from 7.00 a.m. to 10.00 p.m.

Wednesday, from 7.00 a.m. to 10.00 p.m.

Thursday, from 7.00 a.m. to 8.00 p.m.

Friday, from 7.00 a.m. to 11.00 p.m.

Saturday, from 7.00 a.m. to 11.00 p.m.

Holiday eves, from 7.00 a.m. to 11.00 p.m."

3. Paragraphs 3 and 5 of subsection "a" of section V — minimum wages of barbers and hairdressers — are replaced by the following ones:

"3. In zone III, \$21.00 per week plus 50% of all gross receipts exceeding \$27.00."

"5. In zones V, VI, VII, VIII, IX and X, \$15.00 per week."

4. In section VIII, the minimum prices hereafter mentioned shall replace those which now appear in the decree for each one of the services concerned.

Services:	Zones									
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
Barbe — Shave.....	\$0.25	\$0.30	\$0.25	\$0.25	\$0.25	\$0.20	\$0.20	\$0.20	\$0.25	\$0.20
Cheveux pour adultes des deux sexes — Haircut for adults of both sexes:										
Lundi — Monday.....	0.40	.....	0.40	0.45	0.40	0.35	0.35	0.35	0.40	0.35
Mardi — Tuesday.....	0.40	0.50	0.40	0.45	0.40	0.35	0.35	0.35	0.40	0.35
Mercredi — Wednesday..	0.40	0.50	0.40	0.45	0.40	0.35	0.35	0.35	0.40	0.35
Jeudi — Thursday.....	0.50	0.50	0.40	0.45	0.40	0.35	0.35	0.35	0.40	0.35
Vendredi — Friday.....	0.50	0.50	0.50	0.45	0.45	0.35	0.35	0.35	0.50	0.35
Samedi et veilles de fêtes chômées — Saturday and Holiday eves.....	0.50	0.50	0.50	0.50	0.45	0.40	0.40	0.40	0.50	0.40
Cheveux pour enfants des deux sexes au-dessous de 12 ans — Haircut for children of both sexes under 12 years of age:										
Lundi — Monday.....	0.25	0.25	0.35	0.30	0.35	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Mardi — Tuesday.....	0.25	0.25	0.35	0.30	0.35	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Mercredi — Wednesday..	0.25	0.25	0.35	0.30	0.35	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Jeudi — Thursday.....	0.25	0.25	0.35	0.30	0.35	0.25	0.25	0.25	0.40	0.25
Vendredi — Friday.....	0.50	0.50	0.50	0.45	0.45	0.25	0.25	0.25	0.40	0.25
Samedi et veille de fêtes chômées — Saturday Holiday eves.....	0.50	0.50	0.50	0.50	0.45	0.35	0.35	0.35	0.40	0.35
Coupe de cheveux, dite "Bros-se", 1ère fois — Brushcut, 1st time.....	0.60	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Shampooing — Shampoo.....	0.40	0.50	0.50	0.50	0.35	0.35	0.35	0.35	0.50	0.35
Shampooing à sec — Dry shampoo.....	.....	.....	0.25	.....	.....	0.25	0.25	0.25	.....	0.25
Massage.....	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.35	0.35	0.35	0.50	0.35
Flambage des cheveux — Singeing of the hair.....	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.20	0.20	0.20	0.25	0.20
Tonique — Tonic.....	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.20	0.20	0.20	0.25	0.20
Lotion.....	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.20	0.20	0.20	0.25	0.20
Rasage du cou — Neckshave..	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10
Aiguisage de rasoir — Razor sharpening.....	0.50	0.50	0.40	0.50	0.50	0.35	0.35	0.35	0.50	0.35
Rasage des morts — Shaving of the dead:										
de-from 8.00 a.m. à-to 8.00 p.m.....	.....	.....	.....	2.00	.....	.....	.....	2.00	.....	.....
de-from 8.00 p.m. à-to 8.00 a.m.....	.....	.....	.....	3.00	.....	.....	.....	3.00	.....	.....

Dans toute la juridiction territoriale, les barbiers-coiffeurs pour hommes allant travailler au domicile du client ne doivent pas charger moins de \$0.75 pour les cheveux et de \$0.50 pour la barbe."

(Document "B" annexé à l'arrêté).

A. MORISSET,

18504-o Greffier du Conseil Exécutif.

In the entire territorial jurisdiction, men's barbers and hairdressers performing services at the home of a customer shall charge a minimum of \$0.75 for a haircut and \$0.50 for a shave."

(Document "B" annexed to the Order).

A. MORISSET,

18504-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 545

Québec, le 27 mars 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Ber-

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 545

Quebec, March 27, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers of the Counties of Joliette, Berthier,

thier, l'Assomption et Montcalm a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3751 du 17 décembre 1943 et amendements, relatif aux métiers de barbier, de coiffeur et de coiffeuse dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er février 1947;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre ladite requête et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 3751, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "b" de l'article IV (durée du travail) est remplacé par le suivant:

"b) Les heures de travail des barbiers et coiffeurs pour hommes et des coiffeurs et coiffeuses pour dames sont réparties comme suit:

1. Le lundi: entre 7.00 a.m. et midi;
Les mardi, mercredi et jeudi: entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées: entre 7.00 a.m. et 9.00 p.m.

2. Nonobstant les dispositions précédentes, dans les municipalités de l'Épiphanie, St-Alexis, St-Alphonse, Berthier, Lavaltrie, St-Barthélémy, Ste-Béatrix, St-Côme, St-Cuthbert, St-Damien, Ste-Elisabeth, St-Félix, St-Ignace de Loyola, St-Jacques, St-Jean de Matha, Lanoraie, Ste-Julienne, Ste-Marie Salomé, Ste-Mélanie, St-Paul, St-Roch de l'Achigan, St-Thomas, St-Zénon, les heures de travail des barbiers et coiffeurs pour hommes et des coiffeurs et coiffeuses pour dames sont de 7.00 a.m. à 8.00 p.m., les mardi, mercredi et jeudi.

3. Pendant ces heures de travail, les salariés ont droit à une heure pour le repas du midi et à une heure pour le repas du soir.

2° Les dispositions suivantes sont ajoutées après le premier alinéa du paragraphe "e" de l'article IV:

"Cependant, dans les limites de la cité de Joliette, tout travail doit cesser à 9.00 p.m. précises le samedi, dans les salons de coiffure."

3° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Prix minima des services*: Les employeurs professionnels et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés.

Barbe: tous les jours \$0.25

Cheveux pour adultes des deux sexes:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi 0.45

Les vendredi, samedi et veille de fêtes

chômées 0.50

Cheveux pour enfants de moins de 14 ans:

Les lundi, mardi et mercredi 0.25

Les jeudi, vendredi, samedi et veille

de fêtes chômées 0.35

Shampooing "velvet" 0.35

Shampooing "booster" 0.50

Shampooing "Fitch" 0.50

Shampooing à l'huile de coco 0.65

Shampooing "mangecure" 0.75

Massage "citron" 0.50

Massage "boncilla" 0.75

Lotion importée 0.25

Tonique 0.15

Aiguisage de rasoir 0.50

Rasage du cou — dames 0.10

Flambage des cheveux 0.10

Manucure 0.50

Teinture des cheveux courts 3.00

Teinture des cheveux longs 5.00

L'Assomption et Montcalm, has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 3751, of December 17, 1943, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 1, 1947;

WHEREAS one objection has been made against the said request and it has been submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3751, be amended as follows:

1. Subsection "b" of section IV (duration of labour) is replaced by the following:

"b) The hours of work of men's barbers and hairdressers and ladies' male and female hairdressers are distributed as follows:

1. Monday: between 7.00 a.m. and midday;
Tuesday, Wednesday and Thursday: between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.

Friday, Saturday and holiday eves: between 7.00 a.m. and 9.00 p.m.

2. Notwithstanding the foregoing provisions, in the municipalities of L'Épiphanie, St-Alexis, St-Alphonse, Berthier, Lavaltrie, St-Barthélémy, Ste-Béatrix, St-Côme, St-Cuthbert, St-Damien, Ste-Elizabeth, St-Félix, St-Ignace de Loyola, St-Jacques, St-Jean, de Matha, Lanoraie, Ste-Julienne, St. Marie-Salome, Ste Mélanie, St. Paul, St. Roch de L'Achigan, St. Thomas, St. Zénon, the working hours of men's barbers and hairdressers and of ladies' male and female hairdressers shall be from 7.00 a.m. to 8.00 p.m. Tuesday, Wednesday and Thursday."

3. During such hours, the employees are entitled to one hour off for the noon meal and to one hour off for the evening meal.

2. The following provisions are added after the first paragraph of subsection "e" of section IV:

"However, within the limits of the city of Joliette, in all hairdressing parlors, work shall cease at 9.00 p.m. on Saturday."

3. Section VI is replaced by the following:

"VI. *Minimum prices for services*: The professional employers and the employees shall charge the following minimum prices for the services hereinafter mentioned:

Shave: every day \$ 0.25

Haircut for men and ladies:

On Monday, Tuesday, Wednesday and

Thursday 0.45

On Friday, Saturday and the eve of

any holiday 0.50

Haircut for children under 14 years:

On Monday, Tuesday and Wednesday

On Thursday, Friday, Saturday and

eve of any holiday 0.35

Shampoo "velvet" 0.35

Shampoo "booster" 0.50

Shampoo "Fitch" 0.50

Coconut oil shampoo 0.65

Shampoo "mangecure" 0.75

Massage "lemon" 0.50

Boncilla massage 0.75

Imported lotion 0.25

Tonic 0.15

Razor sharpening 0.50

Neck trimming — ladies 0.10

Hair singe 0.10

Manicure 0.50

Dyeing of hair — short 3.00

Dyeing of hair — long 5.00

Ondulation permanente "Pads chimiques" à l'eau	4.00	Permanent wave "chemical pads" — water	4.00
Ondulation permanente "Pads chimiques" à l'huile	5.50	Permanent wave "chemical pads" — oil	5.50
Ondulation permanente à l'électricité	3.00	Permanent wave — electricity	3.00
Ondulation permanente à froid — régulière	12.00	Permanent wave — cold process — regular	12.00
Ondulation permanente à froid — spéciale	15.00	Permanent wave — cold process — special	15.00
Coiffure haute	1.00	Raised Hairdressing	1.00
Ondulation à l'eau	0.60	Water wave	0.60
Ondulation Marcel	0.50	Marcel wave	0.50
Ondulation Komol	0.60	Komol wave	0.60
Ondulation au papier	0.60	Paper wave	0.60
Shampooing au savon ordinaire ou shampooing vendu par les maisons d'accessoires	0.35	Ordinary soap shampoo or shampoo sold by accessories firms	0.35
Shampooing à l'huile	0.75	Oil shampoo	0.75
Shampooing Henna	1.15	Henna shampoo	1.15
Fixatif de cheveux	0.25	Lacquering of hair	0.25
Rinçage des cheveux (R.N.Z.)	0.25	Hair rinse (R.N.Z.)	0.25
Épilation des sourcils	0.35	Plucking of eyebrows	0.35
Suppression des poils follets	0.25	Soft hair removing	0.25
Massage électrique ou manuel comprenant un shampooing	1.00	Massage (electric or hand) including shampoo	1.00
Traitement à l'huile ou à la vapeur	1.00	Oil or steam treatment	1.00
Toute entente ayant pour effet de diminuer les taux ci-dessus énumérés est nulle.		Any agreement with a view to reduce the rates hereinabove mentioned shall be void.	
Aucun objet de valeur quelconque pouvant servir à abaisser les taux ci-haut énumérés ne peut être donné au client.		No object of any value whatever, with a view to reduce the hereinabove-mentioned rates, may be given to a customer.	
(Document "A" annexé à l'arrêté).		(Document "A" annexed to the Order)	
A. MORISSET,		A. MORISSET,	
18503-o	Greffier du Conseil exécutif.	18503-o	Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 545

Québec, le 27 mars 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au métier de barbier-coiffeur dans la région de Montréal.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au métier de barbier-coiffeur dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 2162, du 20 août 1941, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 janvier 1947;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre ladite requête et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2162, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "h" suivant est ajouté à l'article III:

"h) Tout compagnon barbier-coiffeur régulier ou apprenti barbier-coiffeur doit prendre une (1) heure, chaque jour de travail, pour le repas du midi et une demi-heure (1/2) pour le repas du

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 545

Quebec, March 27, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the district of Montreal, rendered obligatory by the decree number 2162, of August 20, 1941, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 25, 1947;

WHEREAS one objection has been made against the said request and it has been submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2162, be amended as follows:

1. The following subsection "h" is added to section III:

"h) Every regular barber-hairdresser journeyman or barber-hairdresser apprentice shall take one (1) hour off every working day for the noon meal and one half-hour for the evening meal

soir les vendredis, samedis et veilles des fêtes mentionnées dans le présent décret."

2° Au paragraphe "a" de l'article IV le montant de "\$19.00", est remplacé par les mots "vingt-deux dollars (\$22.00)" et celui de "\$27.00" est remplacé, aux deux endroits où il apparaît, par les mots "trente-et-un dollars (\$31.00)".

3° Au paragraphe "c" de l'article IV, le montant de "\$2.00" est remplacé par les mots "trois dollars (\$3.00)" et celui de "\$5.00" est remplacé par les mots "six dollars (\$6.00)".

4° A l'article V, les prix minima ci-après mentionnés sont substitués à ceux apparaissant actuellement dans le décret pour chacun des services concernés, savoir:

"Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi....."	\$0.45
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes, les samedi et veilles de fêtes spécifiées dans le présent décret.....	0.50
Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes, de moins de 15 ans, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....	0.30
Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes de moins de 15 ans, les samedi et veilles de fêtes spécifiées dans le présent décret.....	0.40
Barbe, tous les jours de la semaine.....	0.25
Aiguisage de rasoir.....	0.40"
et les mots suivants: "Lotion parfumée Pivert....."	0.35"

sont ajoutés après l'item "Lotion".

5° L'article VI est radié et remplacé par le suivant:

"VI. Apprentissage:

a) Aux fins d'application du présent article, les mots "centre d'apprentissage" désignent tout établissement faisant une spécialité de l'enseignement du métier de barbier et opérant dans la juridiction territoriale du présent décret, en vertu du chapitre 63 des Statuts refondus de Québec, 1941, et du chapitre 64 des Statuts refondus de Québec, 1941, ou en vertu de la Loi de l'aide à l'apprentissage, et les mots "salon de barbier", désignent tout établissement tel que défini au paragraphe "b" de l'article I du présent décret.

b) L'étude ou l'apprentissage du métier peut se faire indifféremment dans un salon de barbier-coiffeur ou dans les centres d'apprentissage.

c) Chaque centre d'apprentissage doit faire l'enseignement suivant un programme approuvé par la Commission d'apprentissage du métier et par le Comité paritaire et doit, de plus:

i) Avoir comme professeurs des personnes possédant leur certificat de qualification du métier et possédant les qualifications requises par la Commission d'apprentissage.

ii) Avoir au moins un professeur en service régulier par quinze (15) apprentis ou étudiants.

iii) Faire l'enregistrement des heures d'études théoriques et pratiques pour chaque étudiant et apprenti suivant le système prescrit par le Comité paritaire et la Commission d'apprentissage.

iv) N'exiger aucune charge des personnes servies par les étudiants ou apprentis.

Disposition spéciale: Chaque centre d'apprentissage doit pourvoir à des cours de formation morale et sociale suivant un programme approuvé par la Commission d'apprentissage.

d) Aucun candidat ne peut être admis à l'étude ou à l'apprentissage du métier de barbier, à

on Friday, Saturday and holiday eves mentioned in the present decree."

2. In subsection "a" of section IV, the amount of "\$19.00" is replaced by "twenty-two dollars (\$22.00)" and that of "\$27.00", in both places where it appears, by "thirty-one dollars (\$31.00)".

3. In subsection "c" of section IV, the amount of "\$2.00" is replaced by "three dollars (\$3.00)" and that of "\$5.00", by "six dollars (\$6.00)".

4. In section V, the minimum prices hereafter mentioned shall replace those which actually appear in the decree for each one of the services concerned, to wit:

"Haircut for adults, male and female, Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday....."	\$0.45
Haircut for adults, male and female, Saturday and holiday eves specified in the present decree.....	0.50
Haircut for children, male and female, under 15 years of age, Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.....	0.30
Haircut for children, male and female, under 15 years of age, Saturday and holiday eves specified in the present decree.....	0.40
Shave, every day of the week.....	0.25
Sharpening of razor.....	0.40"
and the following words: "Perfumed Pivert lotion....."	0.35"

are added after item "Lotion".

5. Section VI is deleted and replaced by the following:

"VI. Apprenticeship.

a) For the purposes of enforcement of the present section, the words "apprenticeship center" mean any establishment specializing in the teaching of the barber trade and operating in the territorial jurisdiction of the present decree, under the authority of R.S.Q. 1941, chapter 63 and R.S.Q. 1941, chapter 64, or of the Apprenticeship Assistance Act, and the words "barber shop", mean any establishment such as defined in subsection "b" of section I of the present decree.

b) The study or apprenticeship of the trade may be made either in a barber-hairdresser parlor or in the apprenticeship centers.

c) Every apprenticeship center, as regards the teaching of the trade, shall comply with a program approved by the Trade Apprenticeship Commission and by the Parity Committee, and shall, moreover:

i) have teachers holding a certificate of competency in the trade and having the qualifications required by the Apprenticeship Commission;

ii) have at least one teacher, continuously employed, to each fifteen (15) apprentices or students;

iii) make the registration of the hours of theoretical and practical studies for each student and apprentice according to the system prescribed by the Parity Committee and the Apprenticeship Commission;

iv) make no charge to persons served by students or apprentices.

Special provision: Every apprenticeship center shall provide for moral and social formation courses in accordance with a program approved by the Apprenticeship Commission.

d) No candidate may be admitted to the study or apprenticeship of the barber trade unless he

moins qu'il n'ait fait son inscription à l'apprentissage du métier au comité paritaire et obtenu un certificat d'admission à l'apprentissage. Ledit candidat doit se conformer aux exigences suivantes aux fins de pouvoir être admis aux examens du certificat de qualification.

i) Avoir l'âge de 16 ans et ne pas dépasser 30 ans.

ii) Posséder un certificat d'études primaires de 9^{ème} année pour pouvoir, après les trois (3) années d'apprentissage, se présenter aux examens pour l'obtention du certificat de qualification.

Cependant, tout candidat à l'apprentissage venant d'un endroit qui n'est pas soumis à la juridiction du décret peut être admis dans un centre d'apprentissage s'il ne possède qu'un certificat d'études primaires de la 7^{ème} année, à la condition expresse de ne pas exercer le métier de barbier-coiffeur dans un salon de barbier dans le territoire assujéti au présent décret.

e) L'apprentissage doit comprendre trois (3) années d'étude et de travail, dont au minimum mille (1,000) heures d'enseignement théorique pratique dans un centre d'apprentissage.

f) La période d'apprentissage compte de la date de l'obtention du certificat d'apprenti du Comité paritaire et les états d'étude ou de services comme apprenti doivent être inscrits par le directeur du centre d'apprentissage ou par l'employeur dans le carnet fourni à l'apprenti à cet effet par le Comité paritaire.

g) L'apprenti doit se présenter au Comité paritaire à chaque période de six (6) mois pour y subir un examen qui permet de constater que ledit apprenti fait régulièrement son stage d'apprentissage.

h) Après les mille (1,000) heures d'études théoriques et pratiques, l'apprenti peut être admis à l'examen devant le Bureau des Examineurs de la Commission d'apprentissage du métier, lequel détermine de l'équivalence du temps servi ou à servir comme apprenti.

i) Avant la fin de son apprentissage, l'apprenti doit suivre un cours spécial complet d'hygiène et de cosmétologie pour barbiers-coiffeurs approuvé par le Comité paritaire et en obtenir un certificat d'études à cet effet.

j) A l'expiration des trois (3) années déterminées dans le présent décret comme stage d'apprentissage, l'apprenti barbier-coiffeur doit se présenter au Comité paritaire pour subir l'examen requis pour l'obtention du certificat de qualification de barbier-coiffeur. Au cas d'insuccès, le candidat peut subir un autre examen après un délai de six (6) mois. Tout insuccès après ce dernier examen élimine ledit apprenti du métier.

k) A défaut par l'apprenti de se présenter au Comité paritaire pour subir l'examen à la fin de quarante-deux (42) mois d'apprentissage à compter de la date de son inscription à l'apprentissage, tout travail du métier lui est interdit jusqu'à ce que le Comité paritaire ait statué sur son cas.

l) Le nombre d'heures de travail dans un salon de barbier ne doit pas être moindre de quarante-cinq (45) heures ni ne dépasser cinquante-et-une (51) heures par semaine.

m) Le nombre d'apprentis par salon de barbier-coiffeur ne doit jamais dépasser la limite suivante:

i) Un (1) apprenti par salon de barbier-coiffeur où travaillent régulièrement au moins deux (2) barbiers-coiffeurs possédant leur certificat de qualification de barbier-coiffeur.

ii) Deux (2) apprentis par salon de barbier-coiffeur où travaillent régulièrement au moins

be registered for the apprenticeship of the trade with the Parity Committee and obtained a certificate for admission to the apprenticeship. The said candidate shall comply with the following requirements to be admitted to the examinations for the certificate of competency:

i) Be 16 and not more than 30 years of age;

ii) Hold a certificate of the 9th Year of the Primary Course to be admitted, after the three (3) years of apprenticeship, to the examinations for the certificate of competency.

However, every candidate to the apprenticeship coming from any place which is not covered by the jurisdiction of the present decree may be admitted to an apprenticeship center if he has only a certificate of elementary study of the 7th year, provided he will not carry on the barber-hairdresser trade in a barber shop located in the territory governed by the present decree.

e) Apprenticeship shall comprise three (3) years of study and work, one thousand (1,000) hours of which to be spent in theoretical and practical teaching in an apprenticeship center.

f) The apprenticeship period begins from the date of issue of the apprentice certificate by the Parity Committee and the study or service periods as apprentice shall be inscribed by the director of the Apprenticeship Center or by the employer in a booklet remitted to the apprentice for that purpose by the Parity Committee.

g) The apprentice shall undergo, before the Parity Committee, and every six (6) months, the examinations which shall permit to verify that the said apprentice is making his apprenticeship regularly.

h) After the one thousand (1,000) hours of theoretical and practical study, the apprentice may be admitted to the examination before the Board of Examiners of the Trade Apprenticeship Commission, such examination to determine the proportion of the time served with respect to that to be served, as apprentice.

i) Before the termination of his apprenticeship, the apprentice shall follow a special complete hygiene and cosmetology course for barbers and hairdressers approved by the Parity Committee, and obtain a study certificate to that effect.

j) At the end of the three (3) years determined in the present decree as apprenticeship period, the barber-hairdresser apprentice shall undergo, before the Parity Committee, the examination required for the obtainment of the certificate of competency as barber-hairdresser. In case of failure, he may undergo another examination after a delay of six (6) months. Any subsequent failure shall eliminate the said apprentice from the trade.

k) Should the apprentice fail to undergo the examination before the Parity Committee at the expiration of the forty-two (42) months of apprenticeship following the date of his registration as apprentice, he will be deprived from the right to carry on any trade work until the Parity Committee has taken a decision in his case.

l) The number of working hours of the apprentice in a barber shop shall neither be less than forty-five (45) hours nor more than fifty-one (51) hours per week.

m) The number of apprentices in a barber-hairdresser parlor shall never exceed the following limit:

i) One (1) apprentice in a barber-hairdresser parlor in which at least two (2) barbers-hairdressers, holding their certificate of competency as barber-hairdresser, are working regularly;

ii) Two (2) apprentices in barber-hairdresser parlor in which at least four (4) barbers-hair-

quatre (4) barbiers-coiffeurs possédant leur certificat de qualification de barbier-coiffeur.

n) Toutefois, il ne doit pas y avoir plus de deux (2) apprentis par salon de barbier-coiffeur, quel que soit le nombre de barbiers-coiffeurs y travaillant.

o) Le salaire hebdomadaire de l'apprenti est le suivant:

Du 4ème au 6ème mois d'apprentissage ou de la sortie du centre d'apprentissage au 6ème mois.	\$ 5.00
Deuxième semestre.	7.00
Troisième semestre.	10.00
Quatrième semestre.	14.00
Cinquième semestre.	17.00
Sixième semestre.	20.00

Remarque: Nonobstant les dispositions du présent article, un centre d'apprentissage conservera ses privilèges actuels jusqu'au 23 août 1947, date de renouvellement du présent décret.

6° Les alinéas suivants sont ajoutés à l'article VIII-A (Vacances payées):

"Pour chaque congé annuel pris et payé ou remplacé par un boni, l'année de service pour le même salarié s'établit du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année subséquente.

Dans le cas de vente ou transfert d'un salon de barbier au cours de l'année de service mentionnée à l'alinéa précédent, le nouveau propriétaire et employeur assume l'obligation de l'employeur précédent, vis-à-vis chaque salarié et doit donner une semaine de vacances payées à tout salarié ayant été en service depuis le 1er mai précédent, à moins que ledit salarié ait perdu le droit à ses vacances avant la date de la prise de possession du salon par le nouvel employeur."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

18507-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 545

Québec, le 27 mars 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

SECTION "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec a présenté au ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier le décret numéro 102 du 11 janvier 1945 et amendements, relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 15 février 1947;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 102 soit modifié de la façon suivante:

et 'shosddel' rising their certificate of competency as barber-hairdresser, are working regularly.

n) However, there shall not be more than two (2) apprentices in a barber-hairdresser parlor, whatever be the number of barbers-hairdressers employed.

o) The weekly wages of the apprentice are the following:

From the 4th to the 6th month of apprenticeship or from the coming out of the apprenticeship center to the 6th month	\$ 5.00
Second six months	7.00
Third six months	10.00
Fourth six months	14.00
Fifth six months	17.00
Sixth six months	20.00

Proviso: Notwithstanding the provisions of the foregoing section, an apprenticeship center shall keep its actual privileges until August 23, 1947, date of renewal of the present decree."

6. The following paragraphs are added to section VIII-A "Vacation with pay":

"For each annual holiday taken and paid for, or replaced by a bonus, the year of service for the same employee is established from May 1st of one year to the 30th of April of the subsequent year."

"In the case of the sale or transfer of a barber shop in the course of the year of service mentioned in the foregoing paragraph, the new owner and employer shall assume the obligations of the former employer towards every employee and shall give a week of vacation with pay to every employee who has been in service since the preceding 1st of May, unless the employee be no more entitled to his vacation before the date of the taking over of the parlor by the new employer."

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

18507-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 545

Québec, March 27, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

SECTION "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the wrought wood industry in the district of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Construction Industry of Québec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 102, of January 11, 1945, and amendments, relating to the wrought wood industry in the district of Québec;

WHEREAS the said request has been published in the Québec Official Gazette, issue of February 15, 1947;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 102, be amended as follows:

1° La cédule de salaire apparaissant à l'article IV du dit décret est remplacée par la suivante:

"Catégories	Salaires horaires
Contremaître d'atelier de menuiserie.	\$0.85
Menuisier-d'atelier-à-l'établi.	0.75
Menuisier-d'atelier-sur-machines.	0.70
Menuisier d'atelier — compagnon junior, (1 an).	0.63
Mécaniciens de machines fixes (maximum de 72 heures par semaine).	0.60
Machiniste.	0.68
Contremaître de moulin à préparer le bois.	0.70
Préposé aux machines: 1er semestre.	0.55
Préposé aux machines: après le 1er semestre.	0.60
Aide préposé aux machines: moins de 18 ans.	0.30
Aide préposé aux machines: 18 ans et plus.	0.45
Contremaître de cour à bois.	0.65
Mancœuvre ou journalier.	0.55
Expéditeur et receveur.	0.60
Conducteur de tracteur.	0.58
Camionneur.	0.58
Charretier.	0.55
Gardien de nuit, jour, dimanches ou fêtes maximum de 84 heures par semaine.	0.35
Gardien employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ième classe.	0.40"

2° Le paragraphe "i" de l'article XI est modifié en remplaçant les mots "un apprenti par six (6) compagnons" par les mots "un (1) apprenti par quatre (4) compagnons".

3° Les salaires des apprentis apparaissant à l'article XII, sont changés pour les suivants:

"Métiers	1ère année	2e année	3e année
Menuisier d'atelier à l'établi et sur machines.	0.25	0.35	0.45
Machiniste.	0.25	0.35	0.45"

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

18505-o Greffier du Conseil Exécutif.

1° The wage scale which appears in section IV of the said decree is replaced by the following:

"Categories	Hourly Rates
Joinery shop foreman.	\$0.85
Bench joiner in the shop.	0.75
Machine joiner in the shop.	0.70
Joiner in the shop — junior journeyman, one year.	0.63
Stationary engineman (maximum of 72 hours per week).	0.60
Machinist.	0.68
Mill foreman (Wood preparation).	0.70
Machine operator, 1st six months.	0.55
Machine operator, after the 1st six months.	0.60
Machine operator's helper, under 18 years of age.	0.30
Machine operator's helper, 18 years of age or over.	0.45
Lumber yard foreman.	0.65
Labourer or common worker.	0.55
Shipper and receiver.	0.60
Tractor operator.	0.58
Truck driver.	0.58
Carter.	0.55
Watchman — night, day, Sundays or holidays — maximum of 84 hours per week.	0.35

Watchman employed also as fireman and required to hold a 4th class certificate . 0.40

2. Subsection "i" of section XI is amended by replacing the words "one (1) apprentice to every six (6) journeymen" by the words "one (1) apprentice to every four (4) journeymen."

3. The apprentices' wages, mentioned in section XII, are replaced by the following:

Trades	1st year	2nd year	3rd year
Bench and machine joiner in the shop.	0.25	0.35	0.45
Machinist.	0.25	0.35	0.45

Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

18505-o Clerk of the Executive Council.

Assemblées

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Assemblée générale annuelle

Avis est, par les présentes, donné que conformément aux règlements de la compagnie, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie Montreal Tramways Company sera tenue aux bureaux de la compagnie, édifice des tramways, 159 ouest, rue Craig, Montréal, P.Q., à midi, jeudi le 24 avril 1947. Cette assemblée sera tenue pour procéder à la réception du rapport annuel, à l'élection des directeurs et à la transaction de toute autre affaire qui pourrait être légalement soumise à ladite assemblée.

Les livres de transferts seront fermés du 4 avril 1947 au 23 avril 1947, les deux jours inclusivement.

Montréal, 13 mars 1947.

Par ordre du bureau de direction.

Le Secrétaire-trésorier,

18352-12-3

T. D. ROBERTSON.

Meetings

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Annual General Meeting

Notice is hereby given that in accordance with the By-laws of the Company, the Annual General Meeting of the Shareholders of Montreal Tramways Company will be held at the Company's Offices, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, P.Q., at 12 o'clock noon, on Thursday, the 24th day of April 1947. This meeting will be held for the reception of the Annual Report, Election of Directors, and the transaction of such other business as may legally come before said meeting.

The Transfer Books will be closed from the 4th day of April, 1947, to the 23rd day of April, 1947, both days inclusive.

Montreal, March 13th, 1947.

By order of the Board,

T. D. ROBERTSON,

Secretary-Treasurer.

18352-12-3-o

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Avis aux actionnaires

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle sera tenue aux bureaux de la "Canadian Pacific Railway Company", à Montréal, mercredi le 16 avril 1947, à midi, pour élire deux directeurs représentant les obligataires et pour la transaction de toute autre affaire qui pourrait être régulièrement soumise à ladite assemblée.

Les actionnaires enregistrés le 1er mars peuvent assister et voter à l'assemblée.

Montréal, 1er mars 1947.

18374-13-3

Le Secrétaire,
F. BRAMLEY.

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Notice to Stockholders

Notice is hereby given that the Annual General Meeting will be held in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montréal, on Wednesday, the 16th April, 1947, at 12 noon, to elect two Directors representing the Security Holders, and for such other business as may properly come before the said Meeting.

Stockholders of record on the 1st March may attend and vote.

Montreal, 1st March, 1947.

18374-13-3-o

F. BRAMLEY,
Secretary.

Avis divers

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Saint-Jean-Baptiste", en date du 23 février 1947, dont le siège social est situé à Joliette comté de Joliette, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 13 mars 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18482-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Employés d'Esplin G. & J. Ltd. — Esplin G. & J. Ltd. Employees' Union", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 mars 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18483-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Rural", en date du 21 décembre 1946, dont le siège social est situé à Saint-Mathieu, comté de Rimouski, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 mars 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18484-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "The Association of Truck Drivers and Helpers

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Saint-Jean-Baptiste", under date the twenty-third day of February, 1947, whereof the head office is at Joliette, county of Joliette, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this thirteenth day of March, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union des Employés d'Esplin G. & J. Ltd. — Esplin G. & J. Ltd. Employees' Union" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 21, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Rural" under date the twenty-first day of December, 1946, whereof the head office is at Saint-Mathieu, county of Rimouski, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "The Association of Truck Drivers and

of D. Donnelly Limited", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 mars 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal

Le Sous-secrétaire de la Province,
18494-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de la Rivière-Malbaie", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 24 mars 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rivière-Malbaie, comté de Charlevoix.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18508-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Modeste", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 mars 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Modeste, comté de Rivière-du-Loup.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18509-0 JEAN BRUCHÉSI.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 28 mars 1947.

Aujourd'hui, à cinq heures de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit :

- 32 Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels;
- 33 Loi modifiant la Loi du salaire minimum;
- 37 Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec;
- 38 Loi modifiant le Code municipal;
- 40 Loi modifiant la Loi des cités et villes;
- 42 Loi concernant l'école d'agriculture des Clercs de Saint-Viateur, à la Ferme, dans le comté d'Abitibi;
- 45 Loi modifiant la Loi de la gazoline;
- 49 Loi modifiant la Loi des asiles d'aliénés;
- 101 Loi autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Arthur Patrick Wickham à l'étude de la profession de notaire et à régulariser sa cléricature;

Helpers of D. Donnelly Limited", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 27, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
18494 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de la Rivière-Malbaie" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 24, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rivière-Malbaie, county of Charlevoix.

JEAN BRUCHÉSI,
18508 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Modeste" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 21, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Modeste, county of Rivière-du-Loup.

JEAN BRUCHÉSI,
18509 Under Secretary of the Province.

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 28th of March, 1947.

This day, at five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 32 An Act to amend the Professional Syndicates' Act;
- 33 An Act to amend the Minimum Wage Act;
- 37 An Act to amend the Quebec Companies Act;
- 38 An Act to amend the Municipal Code;
- 40 An Act to amend the Cities and Towns Act;
- 42 An Act respecting the agricultural school of the Clercs de Saint-Viateur, at La Ferme in the county of Abitibi;
- 45 An Act to amend the Gasoline Act;
- 49 An Act to amend the Lunatic Asylums Act;
- 101 An Act to authorize the Board of Notaries of the Province of Quebec to admit Arthur Patrick Wickham to the study of the notarial profession and to regularize his indenture-ship;

- 102 Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à admettre Irving William Sloane à l'exercice de l'art dentaire après examen;
- 103 Loi concernant l'adoption de Joseph-Jacques-Alcide Roy;
- 108 Loi concernant la corporation de la paroisse de Saint-Martin, Beauce;
- 109 Loi modifiant la charte de la ville de Laprairie;
- 113 Loi pour autoriser l'Institut des comptables agréés de Québec, à admettre Henri-A. Martin, de Rimouski, à l'exercice de la profession de comptable et de vérificateur;
- 116 Loi concernant la ville de Mont-Royal;
- 120 Loi concernant la ville de Val d'Or;
- 121 Loi conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Bruno, et à la corporation municipale du village de Saint-Bruno, et ratifiant et validant certains règlements faits par lesdites corporations et votés par leurs contribuables;
- 126 Loi pour valider le titre de *Jas. A Ogilvy's, Limited* à un emplacement situé dans le quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal;
- 127 Loi ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Plessisville, dans le comté de Mégantic et des Commissaires d'écoles de la municipalité du village de Plessisville, et certains contrats passés entre eux et la Coopérative centrale des producteurs de lin du Québec;
- 130 Loi autorisant E.-Ludger Boulet, de la cité de Québec, à pratiquer comme comptable public et lui conférant le titre de membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;
- 132 Loi modifiant et refondant la Loi constituant en corporation Les Sœurs de Miséricorde de Montréal;
- 137 Loi concernant la ville de Saint-Joseph-de-Sorel;
- 138 Loi pour autoriser la Chambre des notaires de la province de Québec, à admettre Marcel Laurin à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire après examen et à régulariser son brevet de cléricature;
- 139 Loi concernant le droit de certaines personnes d'être admises comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec;
- 141 Loi concernant la succession de feu James McCready;
- 142 Loi fixant l'évaluation municipale des immeubles de la manufacture de laine de Saint-Camille de Bellechasse, Limitée;
- 151 Loi concernant la ville d'Acton Vale;
- 152 Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque;
- 153 Loi concernant l'Association des médecins de langue française du Canada;
- 156 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;
- 158 Loi relative à la ville de Coaticook;
- 159 Loi agrandissant le territoire de la municipalité du village de la Station-du-Coteau;
- 160 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains règlements et contrats;
- 162 Loi pour modifier le chapitre 110 de la loi 10 George VI, 1946;
- 164 Loi concernant Alfred Lafond;
- 167 Loi concernant le *Bishop's College*;
- 170 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marcel Gaumond à la pratique de la profession d'avocat;
- 102 An Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit Irving William Sloane to the practice of dental surgery, after examination;
- 103 An Act respecting the adoption of Joseph Jacques Alcide Roy;
- 108 An Act respecting the corporation of the parish of Saint-Martin, Beauce;
- 109 An Act to amend the charter of the town of Laprairie;
- 113 An Act to authorize the Institute of Chartered Accountants of Quebec to admit Henri A. Martin, of Rimouski, to the practice of the profession of accountant and auditor;
- 116 An Act respecting the town of Mount-Royal.
- 120 An Act respecting the town of Val d'Or;
- 121 An Act to confer certain powers on the municipal corporation of the parish of Saint-Bruno, and on the municipal corporation of the village of Saint-Bruno, and to ratify and validate certain by-laws passed by the said corporation and voted upon by their taxpayers;
- 126 An Act to validate the title of *Jas. A. Ogilvy's, Limited* to an emplacement situated in Saint-Antoine ward of the city of Montreal;
- 127 An Act to ratify certain resolutions of the municipality of the village of Plessisville in the county of Mégantic and of the School commissioners of the municipality of the village of Plessisville, and certain contracts passed between them and the *Coopérative centrale des producteurs de lin du Québec*;
- 130 An Act to authorize E.-Ludger Boulet, of the city of Quebec, to practise as a public accountant and to grant him the title of member of the Institute of Chartered Accountants of Quebec;
- 132 An Act to amend and consolidate the Act incorporating *Les Soeurs de Misericorde de Montréal*;
- 137 An Act respecting the town of Saint-Joseph-de-Sorel;
- 138 An Act to authorize the Board of Notaries of the Province of Quebec to admit Marcel Laurin to the study and practice of the notarial profession after examination and to regularize his indentureship;
- 139 An Act respecting the right of certain persons to be admitted to membership in the Institute of Chartered Accountants of Quebec;
- 141 An Act respecting the estate of the late James McCready;
- 142 An Act fixing the municipal valuation of the immoveables of *La manufacture de laine de Saint-Camille de Bellechasse, Limitée*;
- 151 An Act respecting the town of Acton Vale;
- 152 An Act to amend the charter of the town of La Tuque;
- 153 An Act concerning the *Association des médecins de langue française du Canada*;
- 156 An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke;
- 158 An Act respecting the town of Coaticook;
- 159 An Act to extend the territory of the municipality of the village of Station-du-Coteau;
- 160 An Act to amend the charter of the town of Montreal East and to ratify certain by-laws and contracts;
- 162 An Act to amend chapter 110 of the Act 10 George VI, 1946;
- 164 An Act concerning Alfred Lafond;
- 167 An Act respecting Bishop's College;
- 170 An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Marcel Gaumond to the practice of the legal profession;

173 Loi modifiant la charte de *Montreal Tramways Company*;

A ces bills, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ces bills."

18497-o

173 An Act to amend the charter of *Montreal Tramways Company*.

To these bills the Royal assent was signified in the following words;

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their benevolence and assents to these bills".

18497-o

Chartes — Abandons de

THE SHERBROOKE LIBRARY AND ART ASSOCIATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie The Sherbrooke Library and Art Association se propose de demander au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte et la dissolution de ladite compagnie.

Daté à Sherbrooke, Qué., ce 25^{ème} jour de mars, 1947.

18485-o

Le Secrétaire-trésorier,
P. M. ROBINS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Bishop & Sons, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 novembre 1920.

Avis est de plus donné qu'à compter du 17 février 1947, ladite compagnie a pris fin.

Daté au bureau du Procureur général, ce 26 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts R-fondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 du ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Fontana Gold Mines Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 septembre 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 janvier 1947, ladite compagnie a pris fin.

Daté au bureau du Procureur général, ce 26 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Trading Co. of North America Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 octobre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 10 février 1947, ladite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce 26 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

18491-o

Charters — Surrenders of

THE SHERBROOKE LIBRARY AND ART ASSOCIATION

Notice is hereby given that The Sherbrooke Library and Art Association intends forthwith to apply to the Attorney-General and Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec for leave to surrender its charter and for the dissolution of said Association.

Dated at Sherbrooke, Que., this 28th day of March, 1947.

18485-o

P. M. ROBINS,
Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of charter of the company "Bishop & Sons, Limited", incorporated by letters patent dated November 20, 1920.

Notice is also given that from and after 17th day of February, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of charter of the company "Fontana Gold Mines Limited", incorporated by letters patent dated the 16th day of September, 1936.

Notice is also given that from and after the 31st day of January, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Trading Co. of North America Ltd." incorporated by letters patent dated the 22nd. day of October, 1945.

Notice is also hereby given that from and after the tenth day of February, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

18491

Québec, Province de Québec, District de Montréal

Quebec, Province of Quebec, District of Montreal

DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie Nu Deal Upholstering Company Limited donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général et au ministre des affaires municipales de l'industrie et du commerce de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qui sera fixée par l'Honorable Procureur général.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, the Nu Deal Upholstering Company Limited hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec for leave to surrender its charter on and from a date to be fixed by the Honourable Attorney General.

Daté à Montréal, le 26 mars 1947.
(Seau)

Dated at Montreal this 26th of March, 1947.
(Seal)

18498

Le Secrétaire,
M. PANTEL.

18498-o

M. PANTEL,
Secretary.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Aikal Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 avril 1940.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Aikal Limited", incorporated by letters patent dated the 23rd day of April, 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er mars 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Notice is also given that from and after the 1st day of March, 1947, the said Company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 mars 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of March, 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Camp Bird Mines Ltd. (Libre de responsabilité personnelle)", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 juillet 1941.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Camp Bird Mines Ltd. (No personal liability)", incorporated by letters patent dated the 11th day of July, 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du 10 décembre 1946, ladite compagnie a été dissoute.

Notice is also given that from and after the 10th day of December, 1946, the said Company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 mars 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of March, 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Centerline Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)" constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 mars 1937.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Centerline Mines Limited (No personal Liability)", incorporated by letters patent dated the 24th day of March, 1937.

Avis est, de plus donné qu'à compter du 15 mars 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Notice is also given that from and after the 15th day of March, 1947, the said Company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 mars 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of March, 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Frank Peden Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 juin 1929.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Frank Peden Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of June, 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1946, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "G. & H. Furs Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 octobre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er mars 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941 et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lad Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 avril 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 janvier 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Mersey Securities Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 février 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du 10 décembre 1946, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Mountain Investments Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 avril 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 janvier 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941,

Notice is also given that from and after the 30th day of October, 1946, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "G. & H. Furs Inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of October, 1945.

Notice is also given that from and after the 1st day of March, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lad Inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of April, 1944.

Notice is also given that from and after the 31st day of January, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mersey Securities Limited", incorporated by letters patent dated the 23th day of February, 1927.

Notice is also given that from and after the 10th day of December, 1946, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mountain Investments Limited", incorporated by letters patent dated the 8th day of April, 1933.

Notice is also given that from and after the 31st day of January, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and sub-

et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Normmaque Mines Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 mars 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 mars 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Quebec Logging Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 octobre 1926.

Avis est de plus donné qu'à compter du 3 janvier 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Service Industries Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 août 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 février 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Stadamac Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 septembre 1939.

Avis est de plus donné qu'à compter du 4 novembre 1946, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Tropical Sportswear Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 juin 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er mars 1947, ladite compagnie a été dissoute.

ject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Normmaque Mines Limited", incorporated by letters patent dated the 24th day of March, 1937.

Notice is also given that from and after the 15th day of March, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Quebec Logging Corporation", incorporated by letters patent dated the 8th day of October, 1926.

Notice is also given that from and after the 31st day of January, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Service Industries Limited", incorporated by letters patent dated the 19th day of August, 1942.

Notice is also given that from and after the 15th day of February, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Stadamac Inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of September, 1939.

Notice is also given that from and after the 4th day of November, 1946, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Tropical Sportswear Inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of June, 1944.

Notice is also given that from and after the 1st day of March, 1947, the said Company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of March, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941 et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 26 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "West End Development Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 décembre 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 janvier 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "West End Development Company", incorporated by letters patent dated the 9th day of December, 1927.

Notice is also given that from and after the 15th day of January, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of March, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Westmount Development Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 mai 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 janvier 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 mars 1947.

18492 L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Westmount Development Company", incorporated by letters patent dated the 4th day of May, 1927.

Notice is also given that from and after the 15th day of January, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of March, 1947.

18492-0 L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Commission du Salaire Minimum

AVIS

La commission du salaire minimum, avant de présenter à la considération du cabinet l'ordonnance d'abrogation dont le texte suit, recevra jusqu'au 15 avril 1947, à son siège social, 286 rue Saint-Joseph, Québec, toutes objections à cette ordonnance.

Québec, le 18 mars 1947.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance d'abrogation

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164).

Ordonne et décrète par la présente ordonnance d'abrogation, ce qui suit:

1^o Ordonnance n° 7, 1945, abrogée: Est abrogée l'ordonnance n° 7, 1945, régissant les fabriques de contreforts de chaussures, adoptée par la Commission du salaire minimum le 18 mai 1945, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 6 juillet 1945 par arrêté portant le numéro 2657, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 14 juillet 1945.

2^o Ordonnance n° 10, abrogée: Est abrogée l'ordonnance n° 10, régissant les employés préposés à la pasteurisation, fabrication et/ou distribution des produits laitiers, adoptés par l'Office

Minimum Wage Commission

NOTICE

Before submitting the following Ordinance of abrogation for the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the Minimum Wage Commission will receive until the 15th of April 1947, at its head office, 286 St. Joseph Street, Québec, any objection to the present Ordinance.

Québec, March 18, 1947.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance of abrogation

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164).

Orders and decrees by the present Ordinance of abrogation, the following:

1. *Ordinance No. 7, 1945, repealed:* Is repealed Ordinance No. 7, 1945, governing Shoe-Counter Industry, adopted by the Minimum Wage Commission on the 18th of May 1945, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 6th of July 1945 by Order in Council No. 2657, and published in the *Quebec Official Gazette* on the 14th of July 1945.

2. *Ordinance No. 10, repealed:* Is repealed Ordinance No. 10, governing Employees engaged in the Pasteurization, Manufacture and/or Distribution of Dairy Products, adopted by the

des salaires raisonnables le 8 juillet 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 9 août 1938, par arrêté portant le numéro 1399, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 13 août 1938.

3° *Ordonnance n° 28, abrogée*: Est abrogée l'ordonnance n° 28, régissant les teintureriers et buanderies (villes de Québec et de Québec-Ouest) adoptée par l'Office des salaires raisonnables le 25 août 1939, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 9 septembre 1939, par arrêté portant le numéro 1990, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 16 septembre 1939.

4° *Ordonnance n° 31, abrogée*: Est abrogée l'ordonnance n° 31, régissant les tailleurs et couturiers (cité de Québec) adoptée par l'Office des salaires raisonnables le 2 octobre 1939, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 16 novembre 1939, par arrêté portant le numéro 2419, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 25 novembre 1939.

5° *Ordonnance n° 32, abrogée*: Est abrogée l'ordonnance n° 32, régissant l'industrie du matelas et du rembourrage de meubles (cité de Québec, cité de Lévis et ville de Québec-Ouest) adoptée par l'Office des salaires raisonnables le 2 octobre 1939, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 16 novembre 1939, par arrêté portant le numéro 2420, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 25 novembre 1939.

6° *Ordonnance n° 33, 1943, abrogée*: Est abrogée l'ordonnance n° 33, 1943, régissant le commerce d'alimentation en gros (district de Québec) adoptée par la Commission le 16 septembre 1943 et amendée le 15 octobre 1943, approuvée telle qu'amendée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 19 novembre 1943 par arrêté portant le numéro 3490 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 20 novembre 1943.

7° *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce treizième jour du mois de mars, mil neuf cent quarante-sept.

Le Président, " F.-X. LACOURSIÈRE,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires, " THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H.-C. LEBRUN.

(Sceau)
Copie conforme,
Le Secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

18353-12-2-o

Fair Wage Board on the 8th of July 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 9th of August 1938, by Order in Council No. 1399, and published in the *Quebec Official Gazette* on the 13th of August 1938.

3. *Ordinance No. 28, repealed*: Is repealed Ordinance No. 28, governing Dyeworks and Laundries (City of Quebec and Town of Quebec West), adopted by the Fair Wage Board on the 25th of August 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 9th of September 1939, by Order in Council No. 1990, and published in the *Quebec Official Gazette* on the 16th of September 1939.

4. *Ordinance No. 31, repealed*: Is repealed Ordinance No. 31, governing Tailors and Dressmakers (City of Quebec), adopted by the Fair Wage Board on the 2nd of October 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 16th of November 1939, by Order in Council No. 2419, and published in the *Quebec Official Gazette* on the 25th of November 1939.

5. *Ordinance No. 32, repealed*: Is repealed Ordinance No. 32, governing Mattress and Upholstering Industry (City of Quebec, city of Lévis and town of Quebec-West), adopted by the Fair Wage Board on the 2nd of October 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 16th of November 1939, by Order in Council No. 2420, and published in the *Quebec Official Gazette* on the 25th of November 1939.

6. *Ordinance No. 33, 1943, repealed*: Is repealed Ordinance No. 33, 1943, governing Wholesale Foodstuffs (Quebec District), adopted by the Commission on the 16th of September 1942 and amended on the 15th of October 1943, approved as amended by the Lieutenant-Governor in Council on the 19th of November 1943, by Order in Council No. 3490, and published in the *Quebec Official Gazette* on the 20th of November 1943.

7. *Coming into force*: The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and signed in the city of Quebec, this thirteenth day of the month of March in the year one thousand nine hundred and forty seven.

(Signed) F.-X. LACOURSIÈRE, Président,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H.-C. LEBRUN, Members.

(Seal)
True copy,
J.-E. SIMARD,
General Secretary.

18353-12-2-o

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que l'hôpital Sainte-Justine s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte 8 Edouard VII, chapitre 137 et les statuts qui l'amendent de manière à augmenter la valeur des immeubles que la Corporation peut posséder à dix millions de dollars.

Montréal, 13 mars 1947.

Les Procureurs de l'hôpital
Sainte-Justine,
18220-11-4-o (Signé) LACOSTE & LACOSTE.

Applications to Legislature

Notice is hereby given that the "L'hôpital Sainte-Justine" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act amending its charter 8 Edward VII, chapter 137, and the statutes amending the same so as to increase the value of the immovable property which the corporation may possess, to ten million dollars.

Montréal, March 13, 1947.

(Signed) LACOSTE & LACOSTE,
Attorneys for "L'hôpital
Sainte-Justine".

18220-11-4

AVIS PUBLIC

La cité de Québec donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 19 Geo. V, chap. 95, pour demander l'autorisation de contracter certains emprunts nécessaires pour l'exécution de travaux publics dans les limites de son territoire et pour l'achat d'outillage nécessaire pour le Service des Incendies; pour être autorisée à céder gratuitement à la Corporation Archépiscopale Catholique Romaine de Québec des terrains requis pour la construction d'immeubles destinés à de nouvelles paroisses; pour être autorisée à céder gratuitement aux Missionnaires Oblats certains terrains en vue de la construction d'un centre paroissial dans St-Sauveur de Québec; pour être autorisée à verser un octroi annuel pour l'établissement et le maintien d'un refuge de nuit; pour venir en aide à The Quebec Literary & Historical Society; pour fixer l'évaluation municipale de certains immeubles dans la cité; pour ratifier le contrat passé entre la cité et War Assets Corporation pour l'achat des usines de St-Malo et fixer l'évaluation municipale de ceux de ses immeubles qui ont été vendus; pour déterminer les pouvoirs de taxation de la cité sur les compagnies d'assurance; pour augmenter à \$50,000.00 l'octroi annuel que la cité est autorisée à donner à l'Office Municipal du Tourisme et de l'Industrie; pour obtenir certains pouvoirs lorsque la cité décide de faire le pavage des ruelles; pour être autorisée à faire des contrats pour la fourniture de l'eau de l'aqueduc en dehors de son territoire; pour déterminer de quelle façon sera constituée la Commission de l'Exposition de Québec; pour préciser davantage les devoirs du greffier de la cour du Recorder; pour établir un mode spécial de perception des amendes pour infractions aux règlements de circulation dans la cité; pour modifier la loi concernant le recouvrement du coût de l'enlèvement de la neige; pour être autorisée à faire la conversion de sa dette consolidée suivant un plan déterminé; et tous autres amendements qui peuvent être dans l'intérêt public de la cité.

Québec, le 12 février, 1947.

Les Procureurs de la Cité de Québec,
18205-11-4-o PELLETIER & GODBOUT.

AVIS

Avis est par les présentes donné que monsieur Joseph Aristide Lionel Émond, comptable public, demeurant à Sorel, province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa session actuelle, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale l'autorisant à pratiquer comme comptable public et lui conférant le titre de membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Sorel, le 12 mars 1947.

Le Procureur du pétitionnaire,
18219-11-4-o HONORIUS MICHAUD, C.R.

Avis est, par les présentes donné que la ville de Belœil s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa session actuelle, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte (lettres patentes octroyées le 9 décembre 1903 et le Statut 4 Geo. V, ch. 92 des statuts de la province de Québec, 1914) pour fins d'annexer à la ville de Belœil:

a) Cette partie de la paroisse de St-Mathieu de Belœil bornée comme suit:

PUBLIC NOTICE

The City of Quebec gives notice that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the passing of an act amending its charter, the Act 19 Geo. V, Chap. 95, to request authorization to contract certain loans required for the execution of public works within the limits of its territory and for the purchase of equipment required by the Fire Department; to be authorized to assign gratuitously to the Quebec Roman Catholic Archepiscopal Corporation. (Corporation Archépiscopale Catholique Romaine de Québec) the land required for the building of immovables destined for new parishes; to be authorized to assign gratuitously to the Oblate Missionaries, (Missionnaires Oblats) certain lands for the construction of a parochial centre in St-Sauveur de Québec; to be authorized to give an annual grant for the establishment and maintenance of a night refuge; to come to the assistance of The Quebec Literary & Historical Society; to fix the municipal valuation of certain immovables in the city; to ratify the contract passed between the city and War Assets Corporation for the purchase of the St-Malo shops and fix the municipal valuation of such immovables of same as have been sold; to determine the powers of taxation of the city on insurance companies; to increase to \$50,000 the annual grant which the city is authorized to give to the Municipal Tourist and Trade Bureau (Office Municipal du Tourisme et de l'Industrie); to obtain certain powers when the city decides to undertake the paving of lanes; to be authorized to enter into contracts for the supplying of water beyond its territory from its waterworks; to determine how the Quebec Exhibition Commission (Commission de l'Exposition de Québec) shall be constituted; to specify more clearly the duties of the Clerk of the Recorder's Court; to establish a special manner of collecting fines for violations of the traffic by-laws in the city; to amend the act concerning the collection of the cost for snow removal; to be authorized to convert its consolidated debt according to a determined plan; and any other amendments which may be of public interest to the city.

Quebec, February 12, 1947.

PELLETIER & GODBOUT,
18205-11-4 Attorneys for City of Quebec.

NOTICE

Notice is hereby given that Mr. Joseph Aristide Lionel Émond, public accountant, residing at Sorel, Province of Quebec, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of a special act authorizing him to practise as a public accountant and conferring upon him the title of member of The Institut of Chartered Accountants of Quebec.

Sorel, March 12, 1947.

HONORIUS MICHAUD, K.C.,
18219-11-4 Attorney for the petitioner.

Notice is hereby given that the town of Belœil will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending its charter (Letters patent granted on the 9th of December 1903 and the Statute 4 Geo. V, chap. 92, of the Statutes of the Province of Québec, 1914) for the purpose of annexing to the town of Belœil:

a) That part of the parish of St-Mathieu de Belœil bounded as follows:

Vers le sud-est, par les limites actuelles de la ville de Belœil; vers le nord-est, par la ligne qui sépare les lots numéros 123 et 124 du lot numéro 122 du cadastre officiel de la paroisse de St Mathieu de Belœil; vers le sud-ouest, par l'alignement nord-est du chemin appelé: "Chemin de la Montée" qui sépare les lots numéros 18 et 26; vers le nord-ouest, par une ligne parallèle à la rivière Richelieu et menée à dix arpents des limites actuelles de la ville de Belœil, soit à vingt arpents de la rive nord-ouest de cette rivière; cette dite partie de terrain étant donc une lisière de dix arpents de largeur sur une longueur de soixante arpents environ;

b) Cette partie de la paroisse de St-Mathieu de Belœil bornée comme suit;

Vers le sud-est, par la voie du chemin de fer du Canadien National; vers le nord-est, par l'alignement nord-est du chemin appelé "Chemin de la Montée" qui sépare les lots numéros 18 et 26 du cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Belœil; vers le sud-ouest, par la ligne sud-ouest du lot numéro 1 du cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Belœil (limites de la paroisse de St-Basile); vers le nord-ouest, par une ligne parallèle à la rivière Richelieu et menée à vingt arpents de la rive nord-ouest de cette rivière;

c) Tous les territoires de la corporation du village incorporé de McMasterville, dans le comté de Verchères.

Et pour autres fins.

Belœil, ce 26 mars 1947.

Les Procureurs de la requérante,
18446-13-4-o DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU

Towards the southeast, by the present limits of the town of Belœil; towards the northeast by the line which separates lots Nos. 123 and 124 from lot No. 122 of the official cadastre for the parish of St-Mathieu de Belœil; towards the southwest, by the northeast line of the road called: "Chemin de la Montée" which separates lot Nos. 18 and 26; towards the northwest, by a line parallel to the Richelieu River and drawn at ten arpents from the actual limits of the town of Belœil, namely at twenty arpents from the northwest bank of the said river; this said portion of land being therefore a strip of ten arpents in width by a length of sixty arpents;

b) That part of the parish of St-Mathieu de Belœil bounded as follows:

Towards the southeast, by the Canadian National Railway line; towards the northeast, by the northeast line of the road called "Chemin de la Montée" which separates lots Nos. 18 and 26 of the official cadastre of the parish of St-Mathieu de Belœil; towards the southwest, by the southwest line of lot No. 1 of the official cadastre for the parish of St-Mathieu de Belœil (limits of the parish of St-Basile); towards the northwest, by a line parallel to the Richelieu River and drawn at twenty arpents from the northwest bank of the said river;

c) All the territories of the Corporation of the Incorporated Village of McMasterville, in the county of Verchères.

And for other purposes.

Belœil, this 26th day of March, 1947.

DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU,
18446-13-4 Attorneys for petitioner.

Canada, province de Québec, district d'Abitibi

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation de Normétal, comté municipal d'Abitibi, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à la présente session, afin d'obtenir une loi qui la libérera de certaines obligations et restrictions que lui a imposées sieur Louis Marcoux, prospecteur de Normétal, dans un contrat, de vente passé devant Me Jules Lavigne, N. P. le 3 août 1945.

Québec, le 26 mars 1947.

Le Procureur de la Corporation de Normétal,
18436-13-4-o NOËL DORION.

Canada, province of Quebec, district of Abitibi

Public notice is hereby given that La Corporation de Normétal, in the municipal county of Abitibi, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at the present session, for passing of an act which will discharge it from certain obligations and restrictions which were lead by Mr Louis Marcoux, prospecteur of Normetal, in a sale-contract received by Mr Jules Lavigne, P. N., on the 3rd of August, 1945.

Québec, March 26, 1947.

NOËL DORION,
18436-13-4-o Attorney for La Corporation de Normétal

AVIS LÉGAL

Avis public est par les présentes donné que George Vassili Candris, de la ville de Montréal-Ouest, district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec à la présente session pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'autoriser le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à lui remettre sa licence pour l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec, à condition toutefois qu'il passe avec succès l'examen final devant les examinateurs du bureau provincial de chirurgie dentaire de la province de Québec.

Montréal, le 19 mars 1947.

Le Procureur du requérant,
18354-12-4-o DAMASE CÔTÉ, C.R.

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that George Vassili Candris, of the Town of Montreal-West district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to grant him his license to practise dental surgery in the Province of Quebec, provided, however, that he successfully passes the final examination before the examiners of the Provincial Board of Dental Surgery of the Province of Quebec.

Montreal, March 19, 1947.

DAMASE CÔTÉ, K.C.,
18354-12-4 Attorney for petitioner.

AVIS PUBLIC

La Corporation du village incorporé de McMasterville, dans le comté de Verchères, donne

PUBLIC NOTICE

The Corporation of the Incorporated Village of McMasterville, in the county of Verchères,

avis qu'elle demandera à la Législature de la province de Québec, à sa présente Session, l'adoption d'une loi dans le but d'annexer à son territoire une lisière de terre formant partie de la Municipalité de la paroisse de St. Mathieu de Belœil, dans le comté de Verchères, suivant les conditions de la loi en pareil cas.

Montréal, 11 mars 1947.

Les Procureurs de la Corporation du village

incorporé de McMasterville,

BEAULIEU, GOVIN, BOURDON &

18204-11-4-o

BEAULIEU.

Avis est, par les présentes, donné que le Club Laval-Sur-Le-Lac, ayant son siège social dans la Ville de Laval-sur-le-Lac, constitué en corporation par une loi spéciale de la Législature de la Province de Québec, demandera à la dite Législature, à sa présente Session, d'adopter une loi spéciale aux fins de valider les arrangements qu'il a faits avec des membres actionnaires dont les actions ont été reprises en paiement de leurs redevances et de décréter que ces actions sont sa propriété et qu'il pourra en disposer aux prix, termes et conditions que son conseil d'administration jugera convenables.

Montréal, 10 mars 1947.

Le Requérent,

18203-11-4-o

CLUB LAVAL-SUR-LE-LAC.

Avis public est donné par les présentes que la compagnie "The Royal Trust Company" s'adressera à la législature de la province de Québec à la présente session pour obtenir la passation d'une loi l'autorisant comme exécuteurs de la succession Newcomb.

1. A vendre par vente privée et sans formalité judiciaire l'immeuble suivant, situé dans le quartier Ste-Anne.

Un emplacement borné en front par la rue Notre-Dame Ouest dans la ville de Montréal et composé comme suit:

a) de la subdivision Nos un et deux du lot originaire mille cent soixante deux (N° 1162-1 & 2 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne; et

b) de la subdivision N° un (1) du lot originaire mille cent soixante cinq (N° 1165-1) aux dits plan et livre de renvoi officiels; et

c) de la partie non-subdivisée de la figure triangulaire dudit lot originaire mille cent soixante deux (N° 1162) mesurant deux pieds et neuf pouces (2'9") dans sa limite nord-est, et seize pieds (16') dans sa limite sud-est, et dix-huit pieds et deux pouces (18'2") dans sa limite sud-ouest, et borné au nord-est et au sud-est par la subdivision N° deux (2) dudit lot originaire mille cent soixante deux (N° 1162-2), et au sud-ouest par le lot originaire mille cent soixante un (N° 1161), aux dits plan et livre de renvoi officiels; la dite parcelle de terrain contenant une superficie de neuf pieds (9') carrés, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses érigées ci-dessus.

2. Pour confirmer et valider l'acte notarié passé devant M^{re}. H. Decary, notaire en date de 25 janvier 1938 par les exécuteurs de la Succession Newcomb et Mary Anne Kane intitulé "Création de Servitude".

2. Pour valider et confirmer le titre de la Succession Newcomb à l'immeuble ci-dessus décrit.

Montréal, 29 mars, 1947.

Les Procureurs des Pétitionnaires,

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON, CLIFF,

18490-14-4-o

MEREDITH & BALLANTYNE.

gives notice that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act for the purpose of annexing to its territory a strip of land forming part of the Municipality of the Parish of St. Mathieu de Belœil, in the county of Verchères, according to the provisions of law respecting such cases.

Montréal, March 11, 1947.

BEAULIEU, GOVIN, BOURDON & BEAULIEU,

Attorneys for the Corporation of the

18204-11-4 Incorporated Village of McMasterville

Notice is hereby given that Club Laval-sur-le-Lac, having its place of business in the Town of Laval-sur-le-Lac, incorporated by an Act of the Legislature of the Province of Quebec, will apply to said Legislature, at the present Session thereof, for the passing of an Act to validate the arrangements made with shareholder-members whose shares were taken in payment of their indebtedness to it, and to enact that said shares are the property of the Petitioner, and may be disposed of for the price, and upon the terms and conditions which the Board of Directors may deem advisable.

Montreal, March 10, 1947.

CLUB LAVAL-SUR-LE-LAC,

18203-11-4-o

Petitioner.

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at the present session thereof for a Bill empowering The Royal Trust Company Executors of the Estate Newcomb.

1. to alienate by private sale and without judicial formality the following immovable property situated in St. Ann's Ward;

That certain emplacement fronting on Notre Dame Street West in the City of Montreal, and composed as follows:

a) Subdivision numbers one and two of Original lot number one thousand one hundred and sixty-two (1162-1 & 2) upon the Official Plan and Book of Reference of the St. Ann's Ward;

b) Subdivision number one of Original lot number one thousand one hundred and sixty-five (1165-1) upon said Official Plan and Book of Reference; and

c) Unsubdivided part, of triangular figure, of said Original lot number one thousand one hundred and sixty-two (Pt. 1162), measuring two feet nine inches (2'9") in its North-westerly side line, sixteen feet (16') in its South-easterly side line and eighteen feet two inches (18'2") in its South-westerly side line, and bounded to the North-east and the South-east, by subdivision number two of said Original lot number one thousand one hundred and sixty-two (1162-2), and to the South-west, by Original lot number one thousand one hundred and sixty-one (No. 1161) upon said Official Plan and Book of Reference; containing said strip of land an area of nine square feet (9 sq. ft), English Measure and more or less.

Together with the building thereon erected.

2. to confirm and validate the authentic act dated 25th January, 1938 executed by before M^{re}. H. Decary, N. P. by the executors of the Estate Newcomb and Mary Anne Kane entitled "Creation of Servitude".

3. to validate and confirm the title of Estate Newcomb to the immovable property hereinbefore described.

Montreal, 29th March, 1947:

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON, CLIFF,

MEREDITH & BALLANTYNE,

18490-14-4-o

Attorneys for Petitioners.

AVIS

La Corporation de la Paroisse de St-Antoine de Longueuil s'adressera à la Législature à sa présente session pour obtenir une loi ratifiant une résolution pour fixer l'évaluation des usines de Fairchild Aircraft Ltd. et de George Weston Ltd.

Montréal, 1er avril 1947.

Les Avocats de la requérante,
PHILIPPE LAMARRE,
ÉMILIE BRAIS.

18510-14-4-o

NOTICE

The Corporation of the Parish of St-Antoine of Longueuil shall apply to the Legislature at its present session for the passing of an act ratifying a resolution to fix the value of the plants of Fairchild Aircraft Ltd. and of George Weston Ltd.

Montreal, April 1st 1947.

PHILIPPE LAMARRE,
ÉMILIE BRAIS,
Attorneys for petitioner.

18510-14-4-o

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que tel que demandé par une résolution du 6 mars 1947 du conseil de la paroisse de St-Alphonse de Rodriguez, comté de Joliette, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 31 mars 1947, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 Geo. VI, ch. 55, s. 2).

Québec, 31 mars 1947.

Le Ministre des Affaires Municipales,
BONA DUSSAULT.

18495-o

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of March 6, 1947, of the Council of the Parish of St-Alphonse de Rodriguez, county of Joliette and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date of March 31, 1947, that the publication of all public notices, by-laws resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, March 31, 1947.

BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

18495

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

Industrie laitière

Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE
LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION
OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Ordonnance N° 47-Sp-IV

Order No. 47-Sp-IV

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du mardi, 1er avril 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jos Hébert, Omer Milot et J.-P. Beauchemin, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Roland Camirand, inspecteur général des produits laitiers et Charles-A. Gamache, conseiller juridique.

Attendu qu'il y a lieu de réglementer la vente de la crème,

La Commission décrète ce qui suit:

1. Dans la présente ordonnance: a) le mot "magasins" signifie toute maison de commerce qui achète de la crème pour la revendre; b) le mot "gros" signifie toute maison de commerce qui achète de la crème pour son propre usage.

2. La vente de la crème au détail et aux magasins ne pourra se faire qu'en bouteilles d'une chopine ou d'un demiard, et celle au gros ne pourra l'être qu'en bouteilles d'une pinte ou en bidons.

3. Le pourcentage de gras devra être imprimé sur la capsule.

4. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer de la crème autre que les deux catégories suivantes, qu'elle soit homogénéisée ou non: a) l'une contenant 15% de gras de beurre; b) l'autre 35% de gras de beurre. Toutefois sera tolérée une marge de 1/2 de 1%.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, April 1st, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Jos. Hébert, Omer Milot and J.-P. Beauchemin, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Roland Camirand, Inspector-General of Dairy Products, and Charles A. Gamache, Legal Adviser.

Whereas it becomes necessary to regulate the sale of cream.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. In the present order: a) the word "store" means any business establishment who buys cream with the object of reselling it; b) the word "Wholesale" means any business establishment who buys cream for its own consumption.

2. The sale of cream in retail and to store is authorized when made in pint, and in half pint bottles only and the sale in wholesale is authorized in quart bottles only or in bulk.

3. The basis of fat must be printed on the cap.

4. No person shall offer, sell or deliver cream other than the two following grades, whether it is homogenized or not: a) one containing 15% butterfat; b) the other 35% butterfat. A variation of 1/2 of 1% being tolerated.

5. La présente ordonnance s'applique aux régions de Montréal, telle que délimitée dans l'ordonnance N° 1-46, Québec, telle que délimitée dans l'ordonnance N° 2-46, Sherbrooke, telle que délimitée dans l'ordonnance N° 4-46, Lévis, telle que délimitée dans l'ordonnance N° 17-46.

La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et annule les ordonnances Nos 43-Sp-I, 43-Sp-II, 43-Sp-III et 43-Sp-IV, publiées dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 janvier 1943.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOS. HÉBERT,
OMER MILOT,
J.-P. BEAUCHEMIN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

18502-o Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

5. The present order applies to the regions of Montreal, as described in Order No. 1-46, Quebec, as described in Order No. 2-46, Sherbrooke, as described in Order 4-46, and Lévis, as described in Order 17-46.

The present Order shall come into force in the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*, and cancels Orders Nos. 43-Sp-I, 43-Sp-II, 43-Sp-III and 43-Sp-IV, published in the *Quebec Official Gazette* of January 2nd, 1943.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

(Signed): Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOS. HÉBERT,
OMER MILOT,
J.-P. BEAUCHEMIN.

(Certified)

18502-o ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
Industry Commission.

Département de l'Instruction publique

N° 1267-38

Québec, le 21 mars 1947.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "la Ville de Belletre", dans le comté de Témiscamingue, le territoire de ladite Ville tel qu'érigé par le chapitre 89 de 6, Geo. VI. Ce territoire n'est pas encore organisé au point de vue scolaire. Le Surintendant de l'Instruction publique,
18385-13-2-o J. P. LABARRE.

N° 81-47

Québec, le 21 mars 1947.

Demande est faite que les lots Nos 1 à 30 inclusivement des rangs VI et VII du Canton Rochon soient détachés de la municipalité scolaire de Saint-François Régis pour être annexés à celle de Chute Saint-Philippe, dans le comté de Labelle. Le Surintendant de l'Instruction publique,
18386-13-2-o J. P. LABARRE.

Department of Education

No. 1267-38

Quebec, March 21, 1947.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "Town of Belletre", in the county of Témiscamingue, the territory of the said Town as erected by chapter 89 of 6, Geo. VI. This territory has not as yet been organized as regards schools. J. P. LABARRE,
18385-13-2 Superintendent of Education.

No. 81-47

Quebec, March 21, 1947.

Application is made that lots Nos. 1 to 30 inclusively, of ranges VI and VII of the Township Rochon, be detached from the school municipality Saint-François Régis, to be annexed to that of Chute Saint-Philippe, in the county of Labelle. J. P. LABARRE,
18386-13-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 237-118 et 237-144 annulés par erreur le 3 novembre 1945, sont remis en vigueur en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre.

Québec, le 12 mars 1947.

18493-o Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Ste Thérèse-de-Blainville, Registration Division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 237-118 and 237-144 cancelled by error on November the 3rd, 1945, are revived in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 12th, 1947.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch.

18493-o AVILA BÉDARD,
Deputy minister.

Département du Travail

AVIS D'AMENDEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, confor-

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the

mément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que "The Builders' Exchange Inc.", le Conseil des syndicats des métiers de la construction de Montréal et "The Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity", lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3002 du 31 juillet 1946 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district de Montréal.

On demande:

1° Que le paragraphe 3 de l'article XX soit radié et remplacé par le suivant:

"3° *Heures de travail*: La journée régulière de travail sera de huit heures réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement. Tout autre travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. sera rémunéré à raison de salaire double, excepté dans les cas prévus aux paragraphes 5 et 7."

2° Que le paragraphe 9 de l'article XX soit remplacé par le suivant:

"9° *Taux de salaires*: Les taux minima de salaires sont les suivants:

<i>a) Région de Montréal:</i>	
Mécanicien.....	\$1.23
Aide.....	.86
<i>b) Région de Hull:</i>	
Mécanicien.....	1.23
Aide.....	.86
<i>c) Région de Québec:</i>	
Mécanicien.....	1.17
Aide.....	.82"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,

GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 5 avril 1947.

18500-o

provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) that the Builders' Exchange Inc., "le Conseil des Syndicats des métiers de la construction de Montréal" and the Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity have submitted to him a request to amend the Decree No. 3002 of July 31st 1946 and amendments relating to the Construction Industry and Trades in the District of Montreal.

It is requested:

1. That subsection 3 of Section XX be deleted and replaced by the following:

"3. *Hours of work*: The regular working day shall consist of eight (8) hours, between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., Monday to Friday inclusively. All other time worked between the hours of 5.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be paid double time, excepting as provided for in subsections 5 and 7."

2. That subsection 9 of Section XX be replaced by the following:

"9. *Rates of Wages*: The minimum rates of wages shall be as follows:

<i>a) Montreal Region:</i>	
Mechanic.....	\$1.23
Helper.....	.86
<i>b) Hull Region:</i>	
Mechanic.....	1.23
Helper.....	.86
<i>c) Quebec Region:</i>	
Mechanic.....	1.17
Helper.....	.82"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, April 5, 1947.

18500-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2678, du 12 juillet 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret de la façon suivante:

1° Le paragraphe "t" suivant sera ajouté à la suite du paragraphe "s" de l'article I:

"t) *Hommes de ligne: Classe A.* — Tout monteur de lignes qui peut travailler seul et sans surveillance, ou connaître de tels travaux, sur le courant à tension de 4000 volts ou moins.

Classe B. — Tout monteur de lignes qui n'a pas moins que deux ans d'expérience.

Classe C. — Apprenti."

2° Les paragraphes "a" et "b" de l'article IV seront modifiés pour se lire comme suit:

"a. — Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

<i>Métiers</i>	<i>Salaires horaires</i>	
	<i>Zone I</i>	<i>Zone II</i>
Briqueteur, plâtrier et maçon.	\$1.00	\$0.80
Tailleur de pierre (chantier)	1.00	0.80
Charpentier menuisier.	0.85	0.65

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 2678, of July 12: 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville, have submitted to him a request to amend the said decree in the following manner:

1. The following subsection "t" will be added after subsection "s" of section I:

"t) *Lineman: Class A.* Any lineman capable of working alone, without direction, or of supervising the operations on currents of 4,000 volts or less.

Class B. Any lineman with at least two years of experience.

Class C. Apprentice.

2. Subsections "a" and "b" of section IV will be amended to read as follows:

"a) The following minimum rates of wages shall be paid for each one of the trades hereafter mentioned:

<i>Trades</i>	<i>Hourly rates</i>	
	<i>Zone I</i>	<i>Zone II</i>
Bricklayer, plasterer and mason.	\$1.00	\$0.80
Stone cutter on the job	1.00	0.80
Carpenter-joiner.	0.85	0.65

Limeur de scies.	0.85	0.65	Saw filer.	0.85	0.65
Peintre, tapissier et vitrier.	0.75	0.65	Painter, paper hanger and glazier.	0.75	0.65
Blanchisseur à la chaux.	0.60	0.45	Whitewasher.	0.60	0.45
Lettreur pour fins commerciales.	0.85	0.75	Commercial letterer.	0.85	0.75
Sableur de planchers.	0.75	0.60	Floor sander.	0.75	0.60
Electricien:			Electrician:		
Compagnon.	0.85	0.70	Journeyman.	0.85	0.70
Compagnon junior.	0.75	0.60	Junior journeyman.	0.75	0.60
Mécanicien en tuyauterie, plombier et poseur d'appareils de chauffage:			Pipe-mechanic, plumber, and steamfitter:		
Compagnon.	0.85	0.70	Journeyman.	0.85	0.70
Compagnon junior.	0.75	0.60	Junior journeyman.	0.75	0.60
Ferblantier couvreur.	0.85	0.60	Tinsmith-roofer.	0.85	0.60
Poseur de blocs de ciment ou de gypse.	1.00	0.75	Cement or gypsum block layer.	1.00	0.75
Poseur de pierre artificielle.	1.00	0.75	Artificial stone layer.	1.00	0.75
Finisseur de ciment.	0.85	0.65	Cement finisher.	0.85	0.65
Poseur de lattes (bois ou métal).	0.85	0.65	Lather (wood and metal).	0.85	0.65
Journalier (ouvrier non qualifié).	0.60	0.45	Labourer (unqualified workman).	0.60	0.45
Porteur d'oiseau.	0.60	0.50	Hod carrier.	0.60	0.50
Aide plâtrier, maçon et briqueur.	0.60	0.50	Helper to plasterer, mason and brick-layer.	0.60	0.50
Préposé au malaxeur de 1 et 2 sacs.	0.65	0.55	Mixer operator — 1 and 2 bags.	0.65	0.55
Préposé aux pelles à vapeur, à gazoline et à l'électricité.	0.85	0.60	Steam, gasoline or electric shovel operator.	0.85	0.60
Calfat et jointoyeur (tireur de joints).	0.85	0.75	Caulker and joint pointer.	0.85	0.75
Poseur de marbre.	0.85	0.70	Marble setter.	0.85	0.70
Brasseur de mortier ou célanite.	0.65	0.50	Mortar or celanite mixer.	0.65	0.50
Foreur.	0.70	0.55	Driller.	0.70	0.55
Mécanicien (millwright).	0.70	0.55	Millwright.	0.70	0.55
Poseur de terrazzo et tuile.	0.90	0.75	Tile and terrazzo layer.	0.90	0.75
Préposé au compresseur.	0.70	0.55	Compressor operator.	0.70	0.55
Demolisseur (toutes catégories).	0.60	0.45	Demolisher (all categories.).	0.60	0.45
Chauffeur de camion et d'automobile.	0.60	0.50	Truck and automobile driver.	0.60	0.50
Conducteur de chevaux.	0.55	0.45	Horse driver.	0.55	0.45
Mécanicien de machine fixe ou portative sur les lieux du chantier.	0.70	0.55	Stationary or portable engineman on the job.	0.70	0.55
Chauffeur sur les lieux du chantier.	0.60	0.50	Fireman, on the job.	0.60	0.50
Poseur de paravants (bois ou métal), chassis, fenêtres, divisions en acier, de weatherstrips.	0.85	0.65	Erector of screens (wood or metal) sashes, windows, steel partitions and weatherstripper.	0.85	0.65
Forgeron (construction).	0.75	0.60	Blacksmith (construction).	0.75	0.60
Préposé aux grues.	0.85	0.65	Crane operator.	0.85	0.65
Poseur de gicleurs.	1.15	1.15	Sprinklers fitter.	1.15	1.15
Poseur de plancher en mastic.	0.85	0.85	Mastic floor layer.	0.85	0.85
Finisseur de plancher en mastic.	0.70	0.70	Mastic floor finisher.	0.70	0.70
Poseur de linoléum ou caoutchouc tuile et feuilles, cirer et polisseur et poseur de tuile en asphalte.	0.75	0.75	Linoleum, murelume or rubber layer, tile or sheet, waxer and polisher and asphalt tile layer.	0.75	0.75
Aides et apprentis.	0.55	0.40	Helpers and apprentices.	0.55	0.40
Creuseur de caisson.	1.00	1.00	"Caisson" digger.	1.00	1.00
Poseur d'armature en fer.	0.85	0.85	Reinforcing steel erector.	0.85	0.85
Gardiennage à la semaine (12 hrs par jour).	0.45	0.40	Watchman (by the week: 12 hours per day).	0.45	0.40
Vérificateur du matériel et pointeur (à la semaine).	\$28.00	\$28.00	Material checker and time keeper (by the week).	28.00	28.00
Travailleur en fer ornemental (monteur).	0.80		Ornamental iron worker (erector).	0.80	
(Aide).	0.60		Ornamental iron worker (helper).	0.60	
Hommes préposés à la construction et à l'entretien des lignes électriques et téléphoniques.			Electric and telephone line construction and maintenance:		
Monteur de lignes à l'heure.	\$ 0.70	\$ 0.60 (apprenti)	Lineman (by the hour).	\$ 0.70	\$ 0.60 (apprentice)
Monteur de lignes au mois.	145.00	120.00 (apprenti)	Lineman (by the month).	145.00	120.00 (apprentice)
Homme de Terre à l'heure.	\$0.55"		Ground men (by the hour).	\$0.55"	
"b. — Le creusage des caves ne peut être exécuté à forfait par les salariés; ceux-ci doivent re-			b) No cellar digging may be done by the job by wage-earners; the latter shall receive the		

cevoir les taux horaires suivants: \$0.60 dans la Zone I et \$0.45 dans la Zone II. Toutefois, il est loisible à un salarié possédant une carte d'entrepreneur "creuseur de caves" du Comité paritaire des métiers de la construction, d'entreprendre ce genre de travail à forfait."

3° L'article VII sera remplacé par le suivant:

"VII. — *Salaires des apprentis*: Le salaire minimum suivant sera payé aux apprentis dans tous les métiers énumérés à l'article IV, exception faite des journaliers:

	Zone I	Zone II
1ère année.	\$0.40	\$0.30
2ième année.	0.45	0.40
3ième année.	0.50	0.40
4ième année.	0.60	0.50

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre les dites modifications.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 avril 1947. 18499-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que l'Association patronale des Barbiers de Québec, inc., l'Association patronale de la Coiffure de Québec, inc. et l'Union catholique des Compagnons-Barbiers de Québec, inc. lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3365, du 1er septembre 1944, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse de la région de Québec. On demande:

1° Que la partie contractante de première part soit remplacée par les suivantes:

"L'Association patronale des Barbiers de Québec, inc.,

L'Association patronale de la Coiffure de Québec, inc."

2° Que l'article I soit radié et remplacé par le suivant:

"I. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret est divisée de la façon suivante:

Zone I: La Cité de Québec, la ville de Québec-Ouest et la ville de Lévis ainsi que les municipalités suivantes: St-Colomb de Sillery, Ste-Foy, Petite-Rivière, Charlesbourg, Giffard, Lauzon, St-Romuald, Charny, St-David.

Zone II: Le territoire compris dans un rayon de vingt-cinq (25) milles des limites de la cité de Québec, à l'exception des municipalités appartenant à la zone I.

Zone III: La ville de Thetford-Mines et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

Zone IV: La Cité de Rivière du Loup et les municipalités suivantes: Cacouna, L'Isle Verte, St-Arsène, Trois-Pistoles, Ste-Françoise, St-Jean-de-Dieu, St-Louis du Ha! Ha!, Cabano, Squat-teck, Biencourt, Lac-des-Aigles, Notre-Dame-du-Lac, Ste-Rose-du-Déglé et un rayon de 10 milles de leurs limites.

Zone V: La ville de Montmagny et le territoire compris dans un rayon de quatre (4) milles de ses limites.

following hourly wages: \$0.60 in Zone I and \$0.45 in Zone II. However, an employee to whom the Parity Committee of the Building trades has issued a contractor's card for cellar digging may contract for this kind of work."

3. Section VII will be replaced by the following:

"VII. *Wages of the apprentices*: The following minimum wages shall be paid to the apprentices in all the trades mentioned in section IV, with the exception of labourers:

	Zone I	Zone II
1st year.	\$0.40	\$0.30
2nd year.	0.45	0.40
3rd year.	0.50	0.40
4th year.	0.60	0.50

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 5, 1947. 18499-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that "L'Association patronale des Barbiers de Québec, inc.", "L'Association patronale de la Coiffure de Québec, inc." and "L'Union catholique des Compagnons-Barbiers de Québec, inc." have submitted to him a request to amend the decree number 3365, of September 1st, 1944, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of Quebec. It is requested:

1. That the contracting party of the first part be replaced by the following ones:

"L'Association patronale des Barbiers de Québec, inc.,

"L'Association patronale de la Coiffure de Québec, inc."

2. That section I be deleted and replaced by the following:

"I. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree is divided as follows:

Zone I: The City of Quebec, the Town of Québec-Ouest and the Town of Lévis and the following municipalities: St. Colomb de Sillery, Ste Foye, Petite Rivière, Charlesbourg, Giffard, Lauzon, St. Romuald, Charny, St. David.

Zone II: The territory comprised in a radius of twenty-five (25) miles from the limits of the City of Quebec, excepting the municipalities included in zone I.

Zone III: The Town of Thetford Mines and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from its limits.

Zone IV: The City of Rivière-du-Loup and the following municipalities: Cacouna, L'Isle Verte, St. Arsene, Trois-Pistoles, Ste. Françoise, St. Jean-de-Dieu, St. Louis du Ha Ha, Cabano, Squat-teck, Biencourt, Lac-des-Aigles, Notre-Dame-du-Lac, Ste. Rose-du-Déglé and a radius of 10 miles from their limits.

Zone V: The Town of Montmagny and the territory comprised in a radius of four (4) miles from its limits.

Zone VI: Les municipalités de Ste-Anne-de-la-Pocatière, St-Pacôme, St-Pascal, Ste-Hélène, St-André et le territoire compris dans un rayon de 10 milles de leurs limites."

3. Article IV:

i. Que le paragraphe a) soit abrogé et remplacé par le suivant:

"a) Dans la zone I, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$24.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$33.00 par semaine."

ii. Que le paragraphe "b" devienne le paragraphe "b-1".

iii. Qu'un paragraphe "b-2" soit ajouté comme suit:

"b-2. Dans la zone III, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$20.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$29.00 par semaine."

iv. Que le paragraphe "c-1" soit amendé en changeant les chiffres \$12.00, et \$22.00 par les chiffres suivants: \$19.00, et \$27.00 respectivement.

v. Qu'un paragraphe "c-3" soit ajouté comme suit:

"c-3. Dans la zone VI, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$14.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$22.00 par semaine."

4. Article V:

i. Que le paragraphe a) de cet article soit amendé en remplaçant l'alinéa intitulé: "Zone II" par le suivant:

"Zone II. Les lundi, mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7½ p.m.

Le mercredi, de 8.00 a.m. à 1.00 p.m.

Le vendredi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Samedi et veilles de fêtes, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

ii. Que le paragraphe a) de cet article soit amendé pour la zone IV comme suit:

"Zone IV: Les lundi, mardi, mercredi et jeudi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Samedi et veilles de fêtes, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

iii. Que le paragraphe a) de cet article soit amendé en y ajoutant un alinéa comme suit:

"Zone VI: Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Les samedi et veilles de fêtes, 8.00 a.m. à 11.00 p.m.

5. Article XII: Que cet article soit modifié pour chacune des zones et opérations suivantes:

Zone I:

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi \$ 0.50

Samedi et veilles de fêtes chômées (dans les salons de barbiers) 0.60

Samedi et veilles de fêtes chômées (dans les salons de coiffure) 0.50

Coupe de cheveux pour enfants au dessus de 12 ans:

Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi 0.35

Samedi et veilles de fêtes chômées 0.60

Coupe de la barbe 0.25

Manicure 0.75

Teinture des cheveux 7.00

Retouche 4.00

Décoloration 3.00

Ondulation Permanente 3.50

Permanente à froid 10.00

Zone VI: The municipalities of Ste Anne-de-la-Pocatière, St. Pacome, St. Pascal, Ste. Hélène, St. André and the territory comprised in a radius of 10 miles from their limits."

3. Section IV:

i) That subsection "a" be deleted and replaced by the following:

"a) In zone I, the minimum wage rate of a regular employee is \$24.00 per week, plus 50% of the receipts of his work exceeding \$33.00 per week."

ii) That subsection "b" become subsection "b-1".

iii) That a subsection "b-2" be added as follows:

"b-2. In zone III, the minimum wage rate of a regular employee is \$20.00 per week plus 50% of the receipts of his work exceeding \$29.00 per week."

iv) That subsection "c-1" be amended by replacing the amounts of "\$12.00" and "\$22.00" by the following ones: \$19.00 and \$27.00.

v) That a subsection "c-3" be added as follows:

"c-3. In zone VI, the minimum wage rate of a regular employee is \$14.00 per week plus 50% of the receipts of his work exceeding \$22.00 per week."

4. Section V:

i) That subsection "a" of this section be amended by replacing the paragraph headed "Zone II" by the following:

"Zone II. Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.30 p.m.

Wednesday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

ii) That subsection "a" of this section be amended for zone IV as follows:

"Zone IV. Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m."

iii) That subsection "a" of this section be amended by adding thereto the following paragraph:

"Zone VI. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 11.00 p.m."

5. Section XII.

That this section be amended for each one of the following zones and operations:

"Zone I:

Haircut for adults, male and female:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday \$ 0.50

Saturday and holiday eves (in barber shops) 0.60

Saturday and holiday eves (in hair-dressing parlors) 0.50

Haircut for children under 12 years of age:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday 0.35

Saturday and holiday eves 0.60

Shave 0.25

Manicure 0.75

Dyeing of the hair 7.00

Second application 4.00

Discoloration 3.00

Permanent wave 3.50

Cool wave 10.00

Permanente chimique	5.00	Permanent wave (chemical process)	5.00
Mèche individuelle	0.25	Single locks	0.25
Massage facial	1.50	Facial	1.50
Rinces	0.25	Rinsing	0.25
Ondulation Komol	0.75	Komol wave	0.75
Ondulation au Papier	1.25	Paper wave	1.25
Ondulation Marcel	0.75	Marcel wave	0.75
Ondulation à l'eau	0.75	Water wave	0.75
Shampooing	0.50	Shampoo	0.50
Flambage des cheveux	0.50	Singeing of the hair	0.50
Friction avec lotion	0.50	Rubbing with lotion	0.50
Épilation des sourcils	0.50	Plucking of eyebrows	0.50
Épilation par électrolyse (de l'heure)	5.00	Plucking — electrolysis (per hour)	5.00
Épilation avec cire épilatoire	3.00	Plucking with depilatory wax	3.00
Traitement du cuir chevelu	1.50	Scalp treatment	1.50
Repeigner les cheveux	0.25	Combing of the hair	0.25
Laquer	0.25	Lacquer	0.25
Lotion	0.25	Lotion	0.25
Massage Lotion	0.25	Massage-lotion	0.25
Aiguisage de rasoir	0.25	Sharpening of razor	0.25
Tonique	0.20	Tonic	0.20

Zone II:

Coupe des cheveux pour adultes des deux sexes:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi

Samedi et veilles de fêtes chômées

Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 12 ans:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi

Samedi et veilles de fêtes chômées

Coupe de la barbe

Flambage des cheveux

Shampooing

Massage

Lotion

Tonique

Aiguisage de rasoir

Autres opérations pour cette zone: aucun changement.

Zone III:

Coupe des cheveux pour adultes des deux sexes y compris la demi-coupe

Coupe des cheveux pour enfants au-dessous de 13 ans:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi

Vendredi, samedi et veilles de fêtes

Coupe des cheveux pour adultes à domicile

Coupe de la barbe

Coupe de la barbe à domicile

Flambage des cheveux

Shampooing, pour hommes

Massage, pour hommes

Lotion, pour hommes

Raser le cou au rasoir seulement

Aiguisage de rasoir

Manicure

Teinture des cheveux

Ondulation permanente:

Avec ou sans shampooing ou coupe de cheveux

à la frisette, chaque frisette

Ondulation Komol et au papier:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi

Vendredi, samedi et veilles de fêtes

Ondulation à l'eau ou marcel:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi

Vendredi, samedi et veilles de fêtes

Shampooing, pour dames

Massage pour dames

Lotion ou tonique, pour dames

Épilation

Zone II:

Haircut for adults, male and female:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday

Saturday and holiday eves

Haircut for children under 12 years of age:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday

Saturday and holiday eves

Shave

Singeing of the hair

Shampoo

Massage

Lotion

Tonic

Sharpening of razor

Other operations for this zone: no change.

Zone III:

Haircut for adults, male and female, including half-cut

Haircut for children under 13 years of age:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday

Friday, Saturday and holiday eves

Haircut for adults, at home

Shave

Shave at home

Singeing of the hair

Shampoo — men

Massage — men

Lotion — men

Neckshave with razor only

Sharpening of razor

Manicure

Dyeing of the hair

Permanent wave:

With or without shampoo or haircut

With curling irons, each

Komol and paper wave:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday

Friday, Saturday and holiday eves

Marcel and water wave:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday

Friday, Saturday and holiday eves

Shampoo — ladies

Massage — ladies

Lotion or tonic — ladies

Traitement du cuir chevelu	1.50	Plucking	0.50
Zone IV:		Scalp treatment	1.50
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:		Zone IV:	
Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.45	Haircut for adults, male and female:	
Les samedi et veilles de fêtes chômées	0.50	Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	\$ 0.45
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 16 ans:		Saturday and holiday eves	0.50
Les lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.25	Haircut for children under 16 years of age:	
Les vendredi, samedi et veilles des fêtes chômées	0.35	Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.25
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes, à domicile	1.00	Friday, Saturday and holiday eves	0.35
Coupe de la barbe	0.25	Haircut for adults, male and female, at home	1.00
Coupe de la barbe à domicile	1.00	Shave	0.25
Flambage des cheveux	0.25	Shave, at home	1.00
Shampooing	0.60	Singeing of the hair	0.25
Shampooing à sec	0.35	Shampoo	0.60
Massage	0.60	Shampoo — dry	0.35
Massage-Lotion	0.35	Massage	0.60
Lotion	0.35	Massage — Lotion	0.35
Tonique	0.35	Lotion	0.35
Aiguillage du rasoir	0.35	Tonic	0.35
Aiguillage des ciseaux	0.15	Sharpening of razor	0.35
Ondulation permanente pour adultes	3.50	Sharpening of scissors	0.15
Ondulation permanente pour enfants	2.50	Permanent wave — adults	3.50
Ondulation Komol	0.75	Permanent wave — children	2.50
Ondulation Marcel	0.75	Komol wave	0.75
Retouche Marcel	0.35	Marcel wave	0.75
Ondulation à l'eau avec shampooing ordinaire	0.85	Re-combing Marcel wave	0.35
Ondulation à l'eau avec shampooing à l'huile	1.50	Water wave with ordinary shampoo	0.85
Ondulation à l'eau	0.75	Water wave with oil shampoo	1.50
Ondulation au papier	1.00	Water wave	0.75
Épilation des sourcils	0.35	Paper wave	1.00
Traitement à l'huile	1.00	Plucking of eyebrows	0.35
Cheveux sur le cou	0.15	Oil treatment	1.00
Manucure	0.50	Neck trimming	0.15
		Manicure	0.50
Zone V:		Zone V:	
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:		Haircut for adults, male and female:	
Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.35	Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	\$ 0.35
Les samedi et veilles de fêtes chômées	0.45	Saturday and holiday eves	0.45
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 16 ans:		Haircut for children under 16 years of age:	
Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.20	Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.20
Les samedi et veilles de fêtes chômées	0.30	Saturday and holiday eves	0.30
Coupe de cheveux à domicile (en plus du taux régulier)	0.30	Haircut at home (in excess of regular rate)	0.30
Coupe de la barbe	0.20	Shave	0.20
Coupe de la barbe à domicile	0.45	Shave at home	0.45
Flambage des cheveux	0.20	Singeing of the hair	0.20
Shampooing	0.30	Shampoo	0.30
Shampooing à sec	0.30	Shampoo — dry	0.30
Massage	0.30	Massage	0.30
Massage-Lotion	0.30	Massage-Lotion	0.30
Lotion	0.20	Lotion	0.20
Tonique	0.20	Tonic	0.20
Aiguillage de rasoir	0.30	Sharpening of razor	0.30
Aiguillage de ciseaux	0.20	Sharpening of scissors	0.20
Aucun changement pour les autres opérations.		No change for the other operations of this zone	
Zone VI:		Zone VI:	
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:		Haircut for adults, male and female:	
Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.35	Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	\$ 0.35
Les samedi et veilles des fêtes chômées	0.40	Saturday and holiday eves	0.40
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 16 ans:		Haircut for children under 16 years of age:	
Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.25	Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.25
Les samedi et veilles des fêtes chômées	0.35	Saturday and holiday eves	0.35

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes à domicile	0.60	Haircut for adults, male and female, at home	0.60
Coupe de la barbe	0.20	Shave	0.20
Coupe de la barbe à domicile	0.60	Shave at home	0.60
Flambage des cheveux	0.25	Singeing of the hair	0.25
Shampooing	0.60	Shampoo	0.60
Shampooing à sec	0.35	Shampoo — dry	0.35
Massage	0.60	Massage	0.60
Massage-Lotion	0.35	Massage-Lotion	0.35
Lotion	0.35	Lotion	0.35
Tonique	0.35	Tonic	0.35
Aiguillage du rasoir	0.35	Sharpening of razor	0.35
Aiguillage des ciseaux	0.15	Sharpening of scissors	0.15
Ondulation permanente pour adultes	3.50	Permanent wave — adults	3.50
Ondulation permanente pour enfants	2.50	Permanent wave — children	2.50
Ondulation Komol	0.75	Komol wave	0.75
Ondulation Marcel	0.75	Marcel wave	0.75
Retouche Marcel	0.35	Re-combing Marcel wave	0.35
Ondulation à l'eau avec shampooing ordinaire	0.85	Water wave with ordinary shampoo	0.85
Ondulation à l'eau avec shampooing à l'huile	1.50	Water wave with oil shampoo	1.50
Ondulation à l'eau	0.75	Water wave	0.75
Ondulation au papier	1.00	Paper wave	1.00
Épilation des sourcils	0.35	Plucking of eyebrows	0.35
Traitement à l'huile	1.00	Oil treatment	1.00
Cheveux sur le cou	0.15	Neck trimming	0.15
Manucure	0.50	Manicure	0.50

Que la note précédant immédiatement l'article XIII soit abrogée.

6. Article XIII, paragraphe "i", 2, doit s'intituler "Zones II, IV, V et VI" au lieu de "Zones II, IV et V" comme auparavant.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 avril 1947. 18501-o

deleted."

6. Section XIII, subsection "i", 2, shall hereafter be headed "Zones II, IV, V and VI" instead of "Zones II, IV and V".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 5, 1947. 18501-o

Greffes de notaires

Avis est, par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par Me Marc Duguay, notaire, demeurant et pratiquant à Amos, district judiciaire d'Abitibi, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Gustave Duguay, notaire décédé, qui pratiquait à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, 8 mars 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18191-11-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Marc Duguay, notary, residing and practising at Amos, judicial district of Abitibi, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Gustave Duguay, deceased notary, who practised at Amos, judicial district of Abitibi.

Quebec, March 8, 1947

JEAN BRUCHÉSI,
18191-11-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 10 octobre 1946.

M. James R. Angus, de Québec: commis au département du Trésor.

Québec, 30 janvier 1947.

M. J.-Donat Charland, 555 rue Villeray, Montréal: commis senior au bureau des exami-

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, October 10, 1946.

Mr. James R. Angus, of Quebec: to be clerk in the Treasury Department.

Quebec, January 30, 1947.

Mr. J.-Donat Charland, 555 Villeray Street, Montreal: to be senior clerk in the office of the

nateurs des électriciens à Montréal, à compter du 1er décembre 1946.

Examiners of Electricians, at Montreal, from and after December 1, 1946.

Québec, 6 février 1947.

M. J.-A. Martineau, agent de station C.N.R. Lac Édouard, comté de Portneuf: juge de paix pour le district judiciaire de Québec.

M. L.-A. Powell, entrepreneur, R. R. No 1, Bolton Centre, comté de Brome: commissaire pour tenir, avec MM. Lonnie Davis, Earl T. Paige, Clinton Hurlbut, fermiers, et Raoul Vincent, tous de Bolton Centre, la Cour des commissaires de la partie est du canton de Bolton, district de Bedford.

M. Ophni Lalande, cultivateur, de St-Placide: juge de paix pour le district judiciaire de Terrebonne.

MM. Germain Therrien, marchand, de St-Joachim-de-Tourelle: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; J.-René Lapointe, secrétaire de la Commission de l'apprentissage des métiers du bâtiment de Montréal, 5944, rue Bordeaux, Montréal, Robert Norman Dawe, officier de la Canadian Car & Foundry Company, Limited, 1050, avenue Brault, Verdun: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Laurent Caron, gerant de la Coopérative de St-Anselme: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce; Paul-Émile Langlais, ingénieur forestier, 195 rue Principale, Hull: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; Eugène Martin, marchand, de Carleton-sur-Mer, et Paul Paquet, industriel, de Carleton Centre: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bonaventure; Gilbert Riopel, commis, de St-Michel: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette; Marcel Comeau, de St-Félicien, M.-A. Lanouette, de Dolbeau, tous deux commis: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval; Wilfrid Pelletier, commis, Les Escoumains: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 13 février 1947.

MM. Jos. Martel, chef de section au département de la Colonisation, 1445 — 4ième avenue, Québec: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Alexandre Denis, comptable, 6925 rue Beaulieu, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Marcel Pigeon, commis, 41, Chemin Ste-Foy, app. 9, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 20 février 1947

MM. Romain Proulx, inspecteur spécial, Commission des pensions de vieillesse, d'Oka, comté des Deux-Montagnes: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Jean-Paul Poirier, sous-inspecteur à la Police des liqueurs, René Charbonneau, gérant, 80 est, rue

Quebec, February 6, 1947.

Mr. J.-A. Martineau, C.N.R. station agent, at Lake Edward, county of Portneuf: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Québec.

Mr. L.-A. Powell, contractor, R.R. No. 1, Bolton Centre, county of Brome: to be Commissioner for the holding, with Messrs. Lonnie Davis, Earl T. Paige, Clinton Hurlbut, farmers, and Raoul Vincent, all of Bolton Centre, of the Commissioners' Court of the Eastern Part of the Township of Bolton, district of Bedford.

Mr. Ophni Lalande, farmer, of St-Placide: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Terrebonne.

Messrs. Germain Therrien, merchant, of St-Joachim-de-Tourelle: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; J.-René Lapointe, secretary of the Building Trade Apprenticeship Commission, of Montreal, 5944 Bordeaux Street, Montreal, Robert Norman Dawe, officer of the Canadian Car & Foundry Company Limited, 1050 Brault Avenue, Verdun: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Laurent Caron, manager of the "Coopérative de St-Anselme": to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Beauce; Paul-Émile Langlais, forestry engineer, 195 Principale Street, Hull: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Hull; Eugène Martin, merchant, of Carleton-sur-Mer, and Paul Paquet, manufacturer, of Carleton Centre: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bonaventure; Gilbert Riopel, clerk, of St-Michel: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette; Marcel Comeau of St-Félicien, M. A. Lanouette, of Dolbeau, both clerks; to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Roberval; Wilfrid Pelletier, clerk, Les Escoumains: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay: The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, February 13, 1947.

Messrs. Jos. Martel, section chief in the Department of Colonization, 1445, 4th Avenue, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole of the Province of Quebec; Alexandre Denis, accountant, 6925 Beaulieu street Montreal: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Marcel Pigeon, clerk, 41, St. Foy Road, Apt. 9, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Québec. The Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, February 20, 1947.

Messrs. Romain Proulx, special inspector, Old Age Pensions Commission, of Oka, county of Two Mountains: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, Jean-Paul Poirier, assistant-inspector of the Liquor Police, René Charbonneau, mana-

Jarry, app. 5, tous deux de Montréal: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Rosario Desmarchais, épicier-boucher, de St-Calixte-de-Kilkenny: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Labelle: —

Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. François-Xavier Moisan, bourgeois, de Ste-Adèle, comté de Terrebonne: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne; Alphonse Bérubé, cultivateur à Baie-des-Sables: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski, et Alfred Ouellet, négociant, de Ste-Perpétue, comté de L'Islet: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny.

Québec, 26 février 1947.

MM. Alfred Meunier, ingénieur stationnaire, 15 rue Ste-Antoine Nord, Granby: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford; J.-H. Bisson, agent d'assurances, 281 rue Ste-Famille, Kénogami: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi; Gérard Côté, propriétaire de théâtre et inspecteur de l'Unité sanitaire, de Cap-Chat: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; J.-Marie Morin, officier rapporteur pour le comté de Wolfe, de Garthby: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François; Calixte Collette, de St-Antoine-sur-Richelieu, Louis Comtois, Joseph Borduas, ces deux derniers de Ste-Julie, comté de Verchères, tous trois rentiers: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Richelieu, et J.-Gérard Sénéchal, inspecteur du Comité paritaire de l'industrie de la construction, 140, rue Principale, St-Joseph-d'Alma: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Roberval, Chicoutimi et Saguenay: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 8 mars 1947.

M. Albert Boulais, greffier de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat, de Papineauville: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de Hull, telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpœnas et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

M. Donat Bellefeuille, agent de gare à sa retraite, de Papineauville: juge de paix pour le district judiciaire de Hull.

M. Philippe Héneault, forgeron, de St-Didace: juge de paix pour le district judiciaire de Joliette.

MM. Raoul Lachapelle, commis, 224 Blvd St-Joseph Est, Léo Pérodeau, enquêteur, 7973 rue St-Gérard, tous deux employés à la Commission des pensions de vieillesse, de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de

ger, 80 Jarry Street East. Apt. 5, both of Montreal, to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the whole of the Province of Quebec; Rosario Desmarchais, grocer, butcher, St-Calixte-de-Kilkenny: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Labelle. — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. François-Xavier Moisan, gentleman, of Ste-Adèle, county of Terrebonne: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne; Alphonse Bérubé, farmer at Baie des Sables: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; and Alfred Ouellet, merchant, of Ste-Perpétue, county of L'Islet: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montmagny.

Quebec, February 26, 1947.

Messrs. Alfred Meunier, stationary engineer, 15 St-Antoine Street North, Granby: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford; J.-H. Bisson, insurance agent, 281 Ste-Famille Street, Kénogami: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi; Gérard Côté, theatre proprietor and inspector of Health Units, of Cap-Chat: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; J.-Marie Morin, returning officer for the county of Wolfe, of Garthby: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis; Calixte Collette, of St-Antoine-sur-Richelieu, Louis Comtois, Joseph Borduas, these two latter of Ste-Julie, county of Verchères, all three annuitants: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Richelieu, and J. Gérard Sénéchal, inspector of the Joint Committee of the Building Trade, 140 Principale Street, St-Joseph d'Alma: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Roberval, Chicoutimi and Saguenay. — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, March 8, 1947.

Mr. Albert Boulais, Clerk of the Circuit Court and of the Magistrate's Court, of Papineauville: to be a Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Hull, such jurisdiction, however, to be restricted to the swearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpœnas and warrants of custody, as well as the receiving of sureties and adjournment of cases, either alone when the law permits, or with another Justice of the Peace when the Law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

Mr. Donat Bellefeuille, retired station agent, of Papineauville: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Hull.

Mr. Philippe Héneault, blacksmith, of St-Didace: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Joliette.

Messrs. Raoul Lachapelle, clerk, 224 Blvd St-Joseph East, Léo Pérodeau, investigator, 7973 St-Gérard Street, both employees of the Old Age Pensions Commission, of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over

Montréal; J.-Édouard Lemay, enquêteur de la Commission des prix et du commerce, 52 rue d'Aiguillon, L.-E. Leblond, courtier en obligations, 65 avenue Eymard, L.-Ernest Larue, employé au département de la douane, tous trois de Québec: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec, et Armand Maltais, comptable, de Pointe-à-la-Garde, comté de Bonaventure: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bonaventure; — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).
18506-o

the judicial district of Montreal; J. Edouard Lemay, investigator on the Prices and Trade Board, 52 d'Aiguillon Street, L. E. Leblond, bond broker, 65 Eymard Avenue, L. Ernest Larue, employee of the Customs Department, all three of Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec, and Armand Maltais, accountant, of Pointe-à-la-Garde, county of Bonaventure: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bonaventure. — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).
18506

Proclamations

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU qu'en vertu de l'article 18 de la Loi des droits sur les divertissements (chapitre 85, Statuts refondus de Québec 1941), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, décréter qu'à compter de la date mentionnée dans cette proclamation, la municipalité y désignée, située dans le voisinage d'un territoire non organisé, dans lequel est établi et exploité un lieu d'amusements, a juridiction relativement à la perception des droits d'entrée dans ce lieu d'amusements;

ATTENDU que dans le voisinage de la municipalité de la ville de Belleterre, à savoir, à environ un mille et trois-quarts de la dite municipalité, il y a un théâtre situé près de la mine de Belleterre;

ATTENDU que ce théâtre est fréquenté principalement par les personnes habitant la ville de Belleterre et celles qui résident près de la mine de Belleterre;

ATTENDU que l'endroit où se trouve situé ledit lieu d'amusements fait partie d'un territoire non organisé;

ATTENDU qu'il est opportun de décréter que la municipalité de la ville de Belleterre ait, à partir du 1^{er} février 1947, juridiction relativement à la perception des droits d'entrée dans tout lieu d'amusements situé dans un territoire non organisé se trouvant dans un rayon de quatre milles de ladite municipalité;

ATTENDU qu'il est opportun de décréter en plus que les dispositions de la Loi des droits sur les divertissements (chapitre 85, statuts refondus de Québec 1941) s'appliqueront "mutatis mutandis," à partir du 1^{er} février 1947, à la corporation municipale de la ville de Belleterre relativement à tout lieu d'amusements situé tel que susdit;

ATTENDU qu'il y a également lieu de décréter que les dispositions de ladite loi s'appliqueront

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS, according to section 18 of the Amusement Tax Act chapter 85, Revised Statutes of Quebec, 1941), the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, order that from the date mentioned in such proclamation, the municipality therein designated, situated in the vicinity of an unorganized territory, in which a place of amusement is established and operated, shall have jurisdiction with respect to the collection of the entry duty in such place of amusement;

WHEREAS in the vicinity of the town of Belleterre, namely, at about one mile and three quarters from the said municipality, there is a theatre situated near the Belleterre mine;

WHEREAS this theatre is frequented principally by people living in the town of Belleterre and those residing near the Belleterre mine;

WHEREAS the site where the said place of amusement is situate forms part of an unorganized territory;

WHEREAS it is expedient to enact that the municipality of the town of Belleterre shall have, as from the 1st of February, 1947, jurisdiction with respect to the collection of the entry duty in any place of amusement situated in an unorganized territory being within a radius of four miles of the said municipality;

WHEREAS it is expedient to enact, moreover, that the provisions of the Amusement Tax Act (chapter 85, Revised Statutes of Quebec, 1941) shall apply "mutatis mutandis", from and after the 1st day of February, 1947, to the municipal corporation of the town of Belleterre with respect to any place of amusement situate as aforesaid;

Whereas it is also expedient to enact that the provisions of the said Act shall apply "mutatis

"mutatis mutandis", à compter du 1er février 1947, à toute personne tenant ou exploitant tout lieu d'amusements situé tel que susdit, ainsi qu'aux personnes assistant à des amusements qui auront lieu dans ledit territoire non organisé situé dans un rayon de quatre milles des limites de ladite municipalité;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un arrêté ministériel du 30 janvier 1947, et conformément aux dispositions de la Loi des droits sur les divertissements (chapitre 85, Statuts refondus de Québec 1941), Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la municipalité de la ville de Belletre aura à partir du 1er février 1947, juridiction relativement à la perception des droits d'entrée exigibles sous la Loi des droits sur les divertissements (chapitre 85, Statuts refondus de Québec 1941) dans tout lieu d'amusements situé dans un territoire non organisé se trouvant dans un rayon de quatre milles de ladite municipalité;

Nous décrétons de plus que les dispositions de la Loi des droits sur les divertissements (chapitre 85, Statuts refondus de Québec 1941) s'appliqueront "mutatis mutandis", à partir du 1er février 1947, à la corporation municipale de la ville de Belletre, relativement à tout lieu d'amusements situé tel que susdit;

Nous décrétons également que les dispositions de ladite loi s'appliqueront "mutatis mutandis", à compter du 1er février 1947, à toute personne tenant ou exploitant tout lieu d'amusements situé tel que susdit, ainsi qu'aux personnes assistant à des amusements qui auront lieu dans ledit territoire non organisé situé dans un rayon de quatre milles des limites de ladite municipalité.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce trentième jour de janvier en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
18486-o JEAN BRUCHÉSI.

mutandis", as from the 1st day of February, 1947, to any person being the Keeper of or operating any place of amusement situate as aforesaid, and to persons attending performances taking place in the said unorganized territory situate within a radius of four miles from the limits of the said municipality;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an Order in Council of the 30th of January, 1947, and pursuant to the provisions of the Amusement Tax Act (chapter 85, Revised Statutes of Quebec, 1941), We have ordained and declared, and do hereby ordain and declare that the municipality of the town of Belletre shall have, as from the 1st day of February, 1947, jurisdiction with respect to the collection of the entry duty exigible under the Amusement Tax Act (chapter 85, Revised Statutes of Quebec, 1941) in any place of amusement situated in an unorganized territory being within a radius of four miles of the said municipality;

We enact moreover that the provisions of the Amusement Tax Act (chapter 85, Revised Statutes of Quebec, 1941), shall apply "mutatis mutandis", as from the 1st day of February, 1947, to the municipal corporation of the town of Belletre, with respect to any place of amusement situate as aforesaid;

We also enact that the provisions of the said Act shall apply "mutatis mutandis", as from the 1st day of February, 1947, to any person being the keeper of or operating a place of amusement situate as aforesaid, or those attending performances taking place within the said unorganized territory situated within a radius of four miles of the limits of the said municipality.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirtieth day of January, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command.

18486 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

MANOIR ST. ROMUALD INC.

Avis de la place d'affaires

Avis est donné que la compagnie "Manoir St. Romuald Inc.", constituée en corporation par lettres patentes sous la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 3 août 1946, a établi son bureau à St. Romuald, P. Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Romuald, ce 18e jour de mars 1947.

18496-o Le Président,
J.-E. THOMAS.

Head Offices

MANOIR ST. ROMUALD INC.

Notice of Head Office

Notice is hereby given that the company "Manoir St. Romuald Inc." incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, under date of August 3, 1946, has established its office at St. Romuald, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at St. Romuald, this 18th day of the month of March, 1947.

18496 J.-E. THOMAS,
President.

PARAMOUNT MINING CORPORATION LIMITED
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "Paramount Mining Corporation Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation par Lettres Patentes, en date du 26 février 1947, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 159 ouest rue Craig, Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 26 mars 1947.

18487-o

Le Secrétaire,
J. J. GOURD.

PARAMOUNT MINING CORPORATION LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Paramount Mining Corporation Limited" (No Personal Liability), company incorporated by Letters Patent, on the 26th of February 1947, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 159 Craig Street West, Montreal.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head-office of the company.

Montreal, March 26th., 1947.

18487-o

J. J. GOURD,
Secretary.

ART CONSTRUCTION LTD.

Extrait du livre des procès-verbaux de la Compagnie.

Il est résolu unanimement que le bureau ou domicile légal de la compagnie ou siège principal de ses affaires actuellement dans le village de St-Émilien, comté du Lac St-Jean, soit et il est par les présentes fixé en l'édifice Michaud, au numéro 3, rue Sacré-Cœur, dans la ville de St-Joseph-d'Alma, comté Lac St-Jean et qu'avis de la situation de ce bureau soit donné par le secrétaire conformément à l'article 5976 de la Loi des Compagnies de Québec, (1920).

18511-o

Le Secrétaire,
LOUIS CÔTÉ.

ART CONSTRUCTION LTD.

Excerpt from the records of the minutes of the company.

It is unanimously resolved that the office or legal domicile of the company, or its head business office, actually in the village of St-Émilien, county of Lake St. John, be and it is hereby established in the Michaud Building number 3, du Sacré-Cœur Street, in the town of St-Joseph-d'Alma, county of Lake St. John, and that notice of the situation of said office be given by the secretary, in conformity with section 5976 of the Quebec Companies Act (1920).

18511

LOUIS CÔTÉ,
Secretary.

Soumissions

CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Emprunt de \$950,000.00

Avis est, par les présentes, donné que le Conseil de la Cité des Trois-Rivières, recevra d'hui au vingt-et-unième jour d'avril 1947, à huit heures P.M., au bureau du Greffier de la Cité, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumission pour obligations de la Cité des Trois-Rivières", pour l'achat de Neuf Cent Cinquante Mille Dollars (\$950,000.00) d'obligations, émises en vertu des règlements Nos 158 et 160, datées du 1er mai 1947, remboursables par une série de paiements annuels échéant du 1er novembre 1947 au 1er novembre 1976.

Les susdites obligations porteront intérêt, au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, aux taux soumis entre 2½%, 2¾% et 3%, et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. L'intérêt sera payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Le capital et les intérêts sur le susdit emprunt seront payables au choix du détenteur, à aucune des succursales de la banque mentionnée dans les règlements, situées dans les Cités des Trois-Rivières, de Montréal ou de Québec.

Ces obligations seront émises par coupures de \$100.00 ou des multiples de \$100.00 au choix de l'acquéreur.

Les susdites obligations sont émises sous l'autorité du chapitre 212 des statuts refondus de Québec 1941, et seront sujettes au rachat par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus

Tenders

CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Loan of \$950,000.00

Notice is hereby given that the Council of the City of Trois-Rivières will receive until the twenty first day of April 1947, at eight o'clock P.M., at the office of the City Clerk, written sealed tenders, endorsed "Tender for the City of Trois-Rivières Bonds", for the purchase of said City of Trois-Rivières Bonds, amounting to Nine Hundred and Fifty Thousand Dollars (\$950,000.00); issued under By-Laws Nos. 158 and 160, dated 1st May 1947 and redeemable by series of annual payments, maturing from 1st November 1947 to 1st November 1976.

The above bonds will bear interest optionally at the submitted rates between 2½%, 2¾% and 3%, and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. The interest will be payable semi-annually, on the 1st May and 1st November of each year.

Both the principal of these bonds and the interest thereon will be payable at the holder's option, at any branch of the bank mentioned in the By-Laws, located in the Cities of Trois-Rivières, Montreal or Québec.

The Bonds will be issued in denominations of \$100.00 or multiples of \$100.00, at the purchaser's option.

The said Bonds will be issued under authority of Chapter 212, Revised statutes of Québec, 1941, and will be subject to redemption by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, however in case of partial redemption, the bonds to be redeemed

éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront prises en considération, à la séance du Conseil, le 21 avril 1947, à 8 heures du soir, ou aussitôt après que le Conseil ou sa Commission Permanente pourront le faire.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque dûment visé par une banque à charte du Canada à l'ordre de la Cité des Trois-Rivières, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Le chèque du soumissionnaire, dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après l'exécution de son contrat, sans intérêt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

La Cité des Trois-Rivières se réserve le droit de rejeter aucune ou toute offre de soumission ou d'accepter tout ou en partie aucune des soumissions, sujet à ratification par la Commission Municipale de Québec.

Les détails de cette émission, ainsi que le tableau des échéances annuelles, pourront être obtenus en s'adressant au soussigné.

Le Trésorier de la Cité,
JACQUES DENECHAUD.

Hôtel de Ville,
Trois-Rivières, Qué.,
le 26 mars 1947

18427-13-2-o

will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

The tenders will be considered at the meeting of the Council of the City of Trois-Rivières, the 21st April 1947, at eight o'clock P.M., or as soon thereafter as the Council or its Committee can do so.

Each tender must be accompanied by a certified cheque from a chartered bank of Canada payable to the City of Trois-Rivières, equal to 1% of the par value of the issue. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be handed to him after the completion of his contract, without interest.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The City of Trois-Rivières reserves the right to reject any or all of the tenders or to accept in whole or in part any of the tenders, subject to ratification by the Quebec Municipal Commission.

Particulars of the issue and table of maturities of the bonds may be secured on application to the undersigned.

JACQUES DENECHAUD,
City Treasurer.

City Hall,
Trois-Rivières, Que.,
March 26th, 1947.

18427-13-2-o

Ventes d'effets non réclamés

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets reçus avant le premier mai 1946 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits dans les provinces de Québec, du Nouveau Brunswick et de la Nouvelle Écosse, seront vendus aux enchères publiques par Frank Waddington, encanteur, successeur de D. M. Henderson and Co., encanteurs, 128 rue King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le huit mai 1947, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 26 février 1947.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
18125-10-6 H. L. ATTO.

Sales of Unclaimed Baggage

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1946, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson and Co., Auctioneers at 128 King St. East, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon, on the eighth day of May, 1947, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., February 26, 1947.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
H. L. ATTO,
Superintendent.
18125-10-6-o

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets de bagage reçus avant le neuvième jour d'avril 1946 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi, le neuvième jour d'avril 1947, en conformité de la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 20 février 1947.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des Postes et Bagages,
18014-9-6-o W. E. ALLISON.

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 9th day of April, 1946, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 9th, 1947, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, February 20th, 1947.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
per: W. E. ALLISON,
18014-9-6-o Manager, Mail & Baggage Traffic.

Vente par licitation

Canada, province de Québec, district de Québec
dans la cour supérieure N° 51,937.

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

Gilberte Maloney, sténographe, 5, rue Barras
Lauzon, Co. Lévis, demanderesse, vs Géraldine
Maloney et Jacqueline Maloney, 5, rue Barras,
Lauzon, Co. Lévis, défenderesses,

Avis est par les présentes donné que la cour
supérieure, siégeant à Québec, dans le district de
Québec, a, par jugement rendu le 17 mars, 1947,
en cette cause, ordonné la vente par licitation
de l'immeuble suivant, savoir:

"Un emplacement situé à Bienville, avec la
maison et autres bâtisses dessus construites,
circonstances et dépendances, étant le lot No.
102, du cadastre officiel du village de Bienville."

L'immeuble ci-dessus décrit sera mis à l'en-
chère et adjugés, au plus offrant et dernier en-
ch  risseur, le lundi, douzième jour de mai pro-
chain 1947, à dix heures de l'avant-midi, au bu-
reau du protonotaire de la dite cour supérieure,
au palais de justice, en la cité de Québec.

Le dit immeuble sera ainsi mis à l'enchère et
adjugé, sujet aux charges, clauses et conditions
indiquées dans le cahier des charges déposé au
Greffe du Protonotaire de la dite Cour: et toute
opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à
fin de distraire à la dite licitation, devra être d  -
posée au greffe du protonotaire de la dite cour,
au moins douze jours avant le jour fixé comme
susdit pour la vente et adjudication, et toute
opposition afin de conserver devra être déposée,
dans les six jours après l'adjudication; et, à
défaut par les parties de déposer les dites oppo-
sitions dans les délais prescrits par le présent,
elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 28 mars, 1947.

Les Avocats de la demanderesse,
POULIOT-BOURGET.

18488-14-2-o 111, Côte de la Montagne, Qué.

Sale by Licitation

Canada, province of Quebec, district of Quebec.
In the Superior Court, No. 51,937.

NOTICE OF SALE BY LICITATION

Gilberte Maloney, stenographer, 5, Barras
Street, Lauzon, Co. L  vis, plaintiff; vs G  raldine
Maloney and Jacqueline Maloney, 5 Barras
Street, Lauzon, Co. L  vis, defendants.

Notice is hereby given that the Superior Court,
sitting at Quebec, in the district of Quebec, has,
by a judgment rendered on March 17, 1947, in
this case, ordered the sale by licitation of the
following immovable, to wit:

"An emplacement situate at Bienville, with
the house and other buildings thereon erected,
circumstances and dependencies, being lot No.
102 of the official cadastre for the village of Bien-
ville."

The immovable hereinabove designated will
be sold by auction and adjudged to the highest
and last bidder on Monday, the twelfth day of
May next, 1947, at ten o'clock in the forenoon,
at the office of the protonotary of the said
Superior Court, in the Court House, in the city
of Quebec.

The said immovable shall thus be sold by auc-
tion and adjudged, subject to the charges,
clauses and conditions stipulated in the list of
charges filed in the office of the Prothonotary
of the said Court; and any opposition to annul,
to secure charges or to withdraw, to be made to
the said licitation, must be filed in the office of
the protonotary of the said court at least twelve
days before the day fixed as aforesaid for the sale
and adjudication and that any opposition for
payment must be filed within six days after the
adjudication; and failing the parties to file such
oppositions within the delays hereby limited, they
will be foreclosed from so doing.

Quebec, March 28, 1947.

POULIOT & BOURGET,
Attorneys for the plaintiff.

18488-14-2 111 Mountain Hill, Quebec.

VENTE PAR SHÉRIF

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs, tels que mentionnés plus bas.

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris,
Cour Supérieure

District de Rimouski, } **L A PARELLE LUM-**
N   9612 } **BER CO. LTD.**; une
corporation ayant son siège social dans la ville
de Rimouski, district de Rimouski, vs **CAMILLE**
MALENFANT, de l'endroit appelé **Esprit-**
Saint, district de Rimouski.

Une maison et autres bâtisses, les impenses,
Améliorations, défrichement située sur les 4/5
sud-est du lot 30, rang 1, canton Chénier, et les
droits de présomption sur la dite partie de ce lot,
ce lot se décrivant comme suit, savoir:   tant le
lot 30 de l'arpentage primitif, borné vers le nord-
ouest et l'ouest par le tracé du chemin Taché,
au nord-est par le lot N   31, au sud-est par les
terres vagues de la couronne, au sud-ouest par
le lot 29, mesurant 13 chaines, au sud-est, 56

SHERIFF'S SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned **LAND** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respect-
ive times and places mentioned below.

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of Rimouski, } **L A PARELLE LUM-**
No. 9612 } **BER CO. LTD.**, a
corporation having its head office in the town of
Rimouski, district of Rimouski; vs **CAMILLE**
MALENFANT, of the place called **Esprit Saint**,
district of Rimouski.

A house and other buildings, dependencies,
improvements, clearing, situate on the southeast
4/5 of lot 30, range 1, township Ch  nier, and the
preemption rights on that said part of lot, said
lot being described as follows, to wit: being lot
30 of the primitive survey, bounded on the
north-west and west by the Tach   road line, on
the northeast by lot No. 31, on the southeast by
the vacant Crown lands, on the southwest by
lot 29, measuring 13 chains, on the southeast,

chaines au sud-ouest, 58 chaines et 59 mailles au nord-est, contenant une superficie de 72.80 acres.

Pour être vendu le 17 AVRIL 1947 au bureau d'enregistrement à Rimouski à ONZE heures de l'avant-midi.

Rimouski, 11 mars 1947.

Le Shérif,

18210-11-2-o CHARLES CARON.
(Première insertion, 15 mars 1947)

56 chains on the southwest, 58 chains and 59 links on the northeast, containing a superficial area of 72.80 acres.

To be sold on the SEVENTEENTH of APRIL, 1947, at the Registry Office, at Rimouski, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Rimouski, March 11, 1947.

CHARLES GARON,

18210-11-2 Sheriff.
(First insertion, March 15, 1947)

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 14

Index of the Quebec Official Gazette, No. 14

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Goldstein vs Rubin	1073
Poulin vs Talbot	1074

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

545, section "A" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Montcalm, L'Assomption et Berthier	1076
545, section "B" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe	1074
545, section "C" — Industrie du bois ouvré dans la région de Québec	1081
545, section "D" — Métier de barbier-coiffeur dans la région de Montréal	1078

ASSEMBLÉES:

Montreal Tramways Company	1082
Quebec Central Railway Company	1083

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1061

AVIS DIVERS:

Bills sanctionnés	1084
La Caisse Populaire de Saint-Jean-Baptiste (Fondation)	1083
Le Syndicat de l'U.C.C. de la Rivière-Malbaie (Formation)	1084
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Modeste (Formation)	1084
L'Union des Employés d'Esplan G. et J. Ltd.	1083
Syndicat Coopératif Rural (Fondation)	1083
The Association of Truck Drivers and Helpers of D. Donnelly Limited (Formation)	1083

CHARTES — ABANDON DE:

Aikal Limited	1087
Bishop & Sons, Limited	1086
Camp Bird Mines Ltd.	1087
Centerline Mines Limited	1087
Fontana Gold Mines Limited	1086
Frank Peden Inc.	1087
G. & H. Furs Inc.	1088
Lad Inc.	1088
Mersey Securities Limited	1088
Mountain Investments Limited	1088
Norrmague Mines Limited	1089
Nu Deal Upholstering Company Limited	1087
Quebec Logging Corporation	1089
Service Industries Limited	1089
Stadamac Inc.	1089

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Goldstein vs Rubin	1073
Poulin vs Talbot	1074

ORDERS IN COUNCIL:

545, part "A" — Barber and Hairdresser Trades in the Counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier	1076
545, part "B" — Barber and Hairdresser Trades in the District of St. Hyacinthe	1074
545, part "C" — Wrought Wood Industry in the District of Quebec	1081
545, part "D" — Barber and Hairdresser Trades in the District of Montreal	1078

MEETINGS:

Montreal Tramways Company	1082
Quebec Central Railway Company	1083

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1061

MISCELLANEOUS NOTICES:

Bills sanctioned	1084
La Caisse Populaire de Saint-Jean-Baptiste (Foundation)	1083
Le Syndicat de l'U.C.C. de la Rivière-Malbaie (Formation)	1084
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Modeste (Formation)	1084
Esplan G. & J. Ltd Employees' Union (Formation)	1083
Syndicat Coopératif Rural (Foundation)	1083
The Association of Truck Drivers and Helpers of D. Donnelly Limited (Formation)	1083

CHARTERS — SURRENDER OF:

Aikal Limited	1087
Bishop & Sons, Limited	1086
Camp Bird Mines Ltd.	1087
Centerline Mines Limited	1087
Fontana Gold Mines Limited	1086
Frank Peden Inc.	1087
G. & H. Furs Inc.	1088
Lad Inc.	1088
Mersey Securities Limited	1088
Mountain Investments Limited	1088
Norrmague Mines Limited	1089
Nu Deal Upholstering Company Limited	1087
Quebec Logging Corporation	1089
Service Industries Limited	1089
Stadamac Inc.	1089

The Sherbrooke Library and Art Association.....	1086	The Sherbrooke Library and Art Association.....	1086
Trading Co. of North America Ltd.....	1086	Trading Co. of North America Ltd.....	1086
Tropical Sportswear Inc.....	1089	Tropical Sportswear Inc.....	1089
West End Development Company.....	1090	West End Development Company.....	1090
Westmount Development Company.....	1090	Westmount Development Company.....	1090
COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:		MINIMUM WAGE COMMISSION:	
Ordonnance d'abrogation.....	1090	Ordinance of abrogation.....	1090
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
St-Antoine-de-Longueuil, paroisse de ..	1095	St-Antoine-de-Longueuil, parish of ...	1095
Belœil, ville de ..	1092	Belœil, town of.....	1092
Candris, George Vassili.....	1093	Candris, George Vassili.....	1093
Club Laval-sur-le-Lac ..	1094	Club Laval-sur-le-Lac ..	1094
Emond, Joseph-Aristide-Lionel ..	1092	Emond, Joseph-Aristide-Lionel ..	1092
L'Hôpital Sainte-Justine.....	1091	L'Hôpital Sainte-Justine.....	1091
McMasterville, village de.....	1093	McMasterville, village of ..	1093
Normétal, corporation de ..	1093	Normétal, corporation of.....	1093
Québec, cité de.....	1092	Québec, city of ..	1092
The Royal Trust Company.....	1094	The Royal Trust Company.....	1094
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
St-Alphonse de Rodriguez, paroisse de ..	1080	St-Alphonse de Rodriguez, parish of ..	1080
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
<i>Industrie Laitière:</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ordonnance N° 47-Sp-IV — Montréal, Québec, Sherbrooke et Lévis.....	1095	Order No. 47-Sp-IV — Montreal, Quebec, Sherbrooke and Levis.....	1095
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Belleterre, munic. scolaire de la ville de ..	1096	Belleterre, school munic. of the town of ..	1096
St-François Régis, munic. scolaire de ..	1096	St-François Régis, school munic. of....	1096
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Ste-Thérèse-de-Blainville, paroisse de ..	1096	Ste-Thérèse-de-Blainville, parish of....	1096
TRAVAIL:		TRAVAIL:	
Industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville (Modification).....	1097	Construction Industry in the Counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville (Amendment).....	1097
Industrie et métiers de la construction dans le district de Montréal (Modification).....	1096	Construction Industry and Trades in the District of Montreal (Amendment).....	1096
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse del a région de Québec (Modification).....	1099	Barber and Hairdresser Trades in the District of Quebec (Amendment)....	1099
GREFFES DE NOTAIRES:		NOTARIAL RECORDS:	
Duguay, Marc.....	1103	Duguay, Marc.....	1103
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
A. Breton, Cie Ltée ..	1062	A. Breton, Cie Ltée ..	1062
Buanderie des Laurentides Limitée....	1063	Buanderie des Laurentides Limitée ..	1063
D'Orsay Jewellery Limited ..	1063	D'Orsay Jewellery Limited ..	1063
Excelsior Plastics Manufacturing Co. Ltd.....	1063	Excelsior Plastics Manufacturing Co. Ltd.....	1063
H. Nelson & Company ..	1064	H. Nelson & Company ..	1064
L'Assistance Maternelle (Section de la Paroisse St-Jean Vianney de Coteau-Rouge).....	1064	L'Assistance Maternelle (Section de la Paroisse St-Jean Vianney de Coteau-Rouge).....	1064
Le Patronage de Jonquière.....	1065	Le Patronage de Jonquière ..	1065
Les Industries Tourelle Ltée — Tourelle Industries Ltd.....	1065	Les Industries Tourelle Ltée — Tourelle Industries Ltd.....	1065
Ligneris Goldfields Ltd.....	1066	Ligneris Goldfields Ltd.....	1066
L.-P. Pelletier, Ltée ..	1066	L.-P. Pelletier, Ltée ..	1066
Montreal Draperies Inc.....	1067	Montreal Draperies Inc.....	1067

North America Continental Company Limited.....	1067
O. Prevost Limitée	1068
Paramount Mining Corporation Limited	1068
Pasteur Incorporée	1069
Radiant Heating Limited	1069
Rema Refrigeration Mart Ltd.	1069
Roméo Gauvin, Ltée	1070
R & R Clothing Co.	1070
Sheffield Steel Blade Ltd.	1070
Tannerie Daigle Limitée	1071
The Caledonia Co. Ltd.....	1071
Vitrierie Roy Limitée	1072
Walsh Advertising Inc.	1072
Woodland Garage Ltd.	1073
Yale Textiles Inc.	1073

North America Continental Company Limited.....	1067
O. Prevost Limitée	1068
Paramount Mining Corporation Limited	1068
Pasteur Incorporée	1069
Radiant Heating Limited	1069
Rema Refrigeration Mart Ltd.	1069
Roméo Gauvin, Ltée	1070
R & R Clothing Co.	1070
Sheffield Steel Blade Ltd.	1070
Tannerie Daigle Limitée	1071
The Caledonia Co. Ltd.....	1071
Vitrierie Roy Limitée	1072
Walsh Advertising Inc.	1072
Woodland Garage Ltd.	1073
Yale Textiles Inc.	1073

NOMINATIONS:

Diverses	1103
----------------	------

PROCLAMATION:

Concernant la ville de Belleterre	1106
---	------

SIÈGES SOCIAUX:

Art Construction Ltd.	1108
Manoir St-Romuald Inc.	1107
Paramount Mining Corporation Limited	1108

SOUMISSIONS:

Trois-Rivières, cité des	1108
--------------------------------	------

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company....	1109
Canadian Pacific Railway Company. ...	1109

VENTE PAR LICITATION:

Maloney vs Maloney <i>et al.</i>	1110
--	------

VENTE PAR SHÉRIF:

RIMOUSKI:

La Parelle Lumber Co. Ltd. vs Malenfant.	1110
---	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	1103
---------------------	------

PROCLAMATION:

Concerning the town of Belletierre . . .	1106
--	------

HEAD OFFICES:

Art Construction Ltd.	1108
Manoir St. Romuald Inc.	1107
Paramount Mining Corporation Limited	1108

TENDERS:

Trois-Rivières, city of	1108
-------------------------------	------

SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company....	1109
Canadian Pacific Railway Company ...	1109

SALE BY LICITATION:

Maloney vs Maloney <i>et al.</i>	1110
--	------

SHERIFF'S SALE:

RIMOUSKI:

La Parelle Lumber Co. Ltd. vs Malenfant.	1110
---	------

